

# LE VIETNAM NOUVEAU 2 ans après la victoire

LIRE EN P.2 L'INTERVIEW DE ROGER PIC

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 25 AVRIL 1977  
N° 434 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission Paritaire 56 942  
\*\*

Lire en page 12,  
notre nouvelle enquête

Les travailleurs et  
les transports  
en commun :

**CE TEMPS  
QU'ON NOUS VOLE**

## LA DIRECTION CGT ET UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

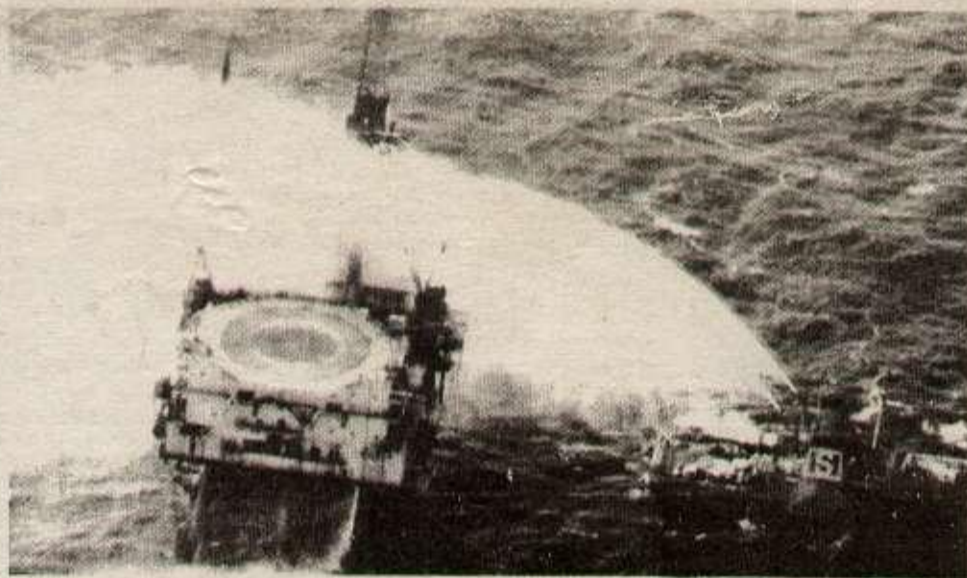
Au cours d'un colloque qu'elle vient de tenir à Nanterre, la direction de la CGT a examiné le rôle qu'elle sera amenée à jouer vis-à-vis d'un gouvernement de gauche.

Dans un rapport introductif Moynot entend limiter l'intervention de la classe ouvrière à l'élection de représentants tout en garantissant aux cadres la direction de la «marche de l'entreprise». Par ailleurs, il souligne sa volonté de ne pas trop se compromettre avec ce gouvernement pour ne pas courir le risque de voir les contradictions s'aiguiser par la suite avec les travailleurs.

(LIRE NOTRE ARTICLE  
EN P.3)

## EXPLOSION DANS UNE PLATEFORME DE FORAGE

# LA MER DU NORD EMPOISONNEE



C'est une très grave catastrophe qui est en train de se produire dans la mer du Nord. Une explosion s'est produite à bord d'une plate-forme de forage de pétrole de la Philips-Pétroleum-Compagny : 4 000 tonnes de pétrole se déversent chaque jour dans la mer, une nappe de 20 km s'est déjà formée.

D'après certaines informations, il faudrait plus de trois semaines pour arriver à colmater la fuite, l'approche de la plate-forme étant difficile et dangereuse. Devant les risques d'explosions toutes les personnes qui travaillaient sur la plate-forme ont été évacuées.

Une fois de plus c'est la politique criminelle des trusts, uniquement guidés par le profit et au mépris des mesures de sécurité et de sauvegarde de la nature qui est responsable.

## Grenoble

# ATTENTAT FASCISTE CONTRE LA BOURSE DU TRAVAIL

Une très puissante explosion a détruit une partie importante de la Bourse du Travail à Grenoble. Cet attentat a été revendiqué par un «Front d'Action Fasciste». Une manifestation de riposte aura lieu aujourd'hui en fin d'après-midi.

(VOIR NOS INFORMATIONS EN P.6)

## ITALIE

# LA POLICE A LE FEU VERT POUR TIRER

● **Le PCI appelle  
à la soutenir**

A la suite de la mort d'un policier, survenue jeudi au cours d'affrontements avec les étudiants à Rome, Cossiga, ministre de l'intérieur italien, a autorisé la police à tirer contre les manifestants «qui auraient tiré les premiers».

En dépit de cette décision, d'une extrême gravité puisqu'elle donne droit de vie et de mort aux forces de répression sur les opposants, le parti communiste italien a lancé un appel à «toutes les forces antifascistes» pour qu'elles se regroupent afin de permettre à la police «d'assurer sa tâche de défense de l'Etat démocratique». Le PCI effectue l'amalgame entre tous ceux qui aujourd'hui luttent en Italie contre le pouvoir de la Démocratie Chrétienne et la collaboration du PCI d'une part, et les fascistes, d'autre part : elle est particulièrement inquiétante à un moment où des militants de l'opposition sont condamnés pour «complicité objective», vieux chef d'accusation fasciste hérité de Mussolini, à de lourdes peines de prison.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.7)

## CHINE OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE NATIONALE POUR S'INSPIRER DE TAKING

La Conférence Nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie s'est ouverte la semaine dernière à Taking même. Présidée par le Président Houa Kouo-feng, elle réunit 7 000 délégués venus de tous les coins du pays. Ayant su faire la révolution et stimuler la production, ayant créé une entreprise qui rompt avec l'opposition ville-campagne les travailleurs de l'exploitation pétrolière de Taking sont un exemple pour la classe ouvrière chinoise. Comme il avait lancé un appel pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, le président Mao avait lancé en 1964 le mouvement pour s'inspirer de Taking dans l'industrie.

(LIRE EN P.8)



# LE VIETNAM NOUVEAU

## 2 ans après la victoire

### Interview de Roger PIC - 1 -

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

Roger Pic, reporter, cinéaste, qui a tourné de nombreux films sur la guerre de libération du peuple vietnamien, a effectué en mars de cette année un nouveau séjour au Vietnam, devenu la République socialiste du Vietnam. Il a au cours de ce voyage tourné un film dont des extraits ont été passés récemment à la télévision française. Son dernier séjour au Vietnam remontait à début mai 1976, période de préparation des élections générales, premières élections libres dans tout le Vietnam.

Roger Pic explique ici, pour les lecteurs du Quotidien du Peuple, quels changements il a constatés, du nord au sud, un an après ce séjour et deux ans après la libération totale du sud, deux ans après la défaite historique de l'impérialisme américain.

— *Quels changements as-tu constatés à un an d'intervalle en visitant la République socialiste du Vietnam ?*

Ce qui frappe quand on retourne au Vietnam un an après c'est qu'on y a beaucoup travaillé et que la reconstruction progresse très sérieusement. L'exemple le plus frappant c'est celui du «Transvietnamien», le train qui relie Hanoï à Ho-Chi-Minh ville : c'est l'épine dorsale des communications, et pour les Vietnamiens le symbole de la réunification. L'année dernière, on nous annonçait que le train serait reconstruit fin 76, ou début 77, et ça paraissait utopique. Il n'y avait alors que quelques équipes travaillant sur des tronçons de voies.

Entre le mois d'avril et la fin de l'année 76, ça nous paraissait être un délai très court pour arriver à effectuer tous les travaux nécessaires sur les ouvrages d'art, pour la restauration des tunnels et aussi tout simplement, la remise en place d'un ballast de 1730 kilomètres de long, et la mise en place des rails. Or, le train a été inauguré le 15 janvier et la ligne fonctionne. C'est une voie unique bien sûr, il y a encore des ponts qui sont provisoires, notamment le pont Thu Bon près de Danang, il y a encore des travées qui n'ont pas leur structure métallique et où il y a seulement des grandes traverses qui sont jetées d'une pile à l'autre ; le train passe au pas mais ça passe quand même. Et en 3 jours, 3 nuits, la liaison se fait entre les deux métropoles du Vietnam.

C'est très important et illustre bien la mobilisation des masses, l'appel qui est fait à la main-d'œuvre locale, en combinant ces forces avec le génie militaire quand c'est nécessaire, et avec des entreprises spécialisées, qui existaient déjà au Sud-Vietnam, et dotées d'engins, de grues, de bulldozers, etc... Au moment où on a décidé de donner la priorité au lancement des voies, ça a été réalisé en un temps record et ça fonctionne. Et c'est comme ça que les choses se font dans tous les domaines, il y a des programmes à long terme, et il y a aussi des priorités qui sont données avec l'apport d'une main-d'œuvre qui est extrêmement efficace dans la mesure où il y a mobilisation des masses, où on fait venir les étudiants, où on fait venir même des écoliers en dehors des heures de classe, pour qu'ils participent à des grands travaux collectifs. Que ce soit pour les problèmes d'irrigation, que ce soit pour les problèmes de voiries, ou pour le train, etc..., les résultats sont remarquables.

Le développement est très sensible et remarquable au niveau des nouvelles zones économiques. On a beaucoup parlé dans une certaine presse, dans les pays occidentaux, de déplacements forcés de population, de travaux forcés. On considère que le fait de remettre en valeur la terre du Vietnam, c'est quasiment de l'esclavage ! Alors qu'il s'agit de faire face à une situation vitale. Si on veut assurer l'auto-suffisance alimentaire du Vietnam, il faut que la terre du Vietnam puisse produire déjà ce qu'elle produisait avant la période des combats, des grands bombardements, avant la défoliation. Il y a sur la terre du Sud-Vietnam, des surfaces considérables,

de «terres blanches», de terres mortes, qu'il faut absolument remettre en valeur, qu'il faut déminer, laver quand il y a eu des épandages de produits chimiques, irriguer, défricher, labourer. Et il faut faire revenir à la terre les paysans qui avaient fui les zones de combat, les paysans qui au Sud-Vietnam, avaient été contraints de quitter ces zones parce que les Américains et l'administration de Thieu voulaient comme ils disaient «vider l'eau du bocal», pour que le poisson Vietcong ne puisse plus évoluer avec l'aisance qu'on lui connaissait. Alors, on a forcé les paysans à se regrouper dans les fameux «hameaux stratégiques». Même la population qui avait échappé à ces ratissages, avait à souffrir des opérations de «nettoyage» par les massacres, les bombardements et la défoliation, qui ont contraint toute une partie de la population à se déplacer et à venir autour des villes. Et ces populations vivaient tant bien que mal, la plupart du temps de

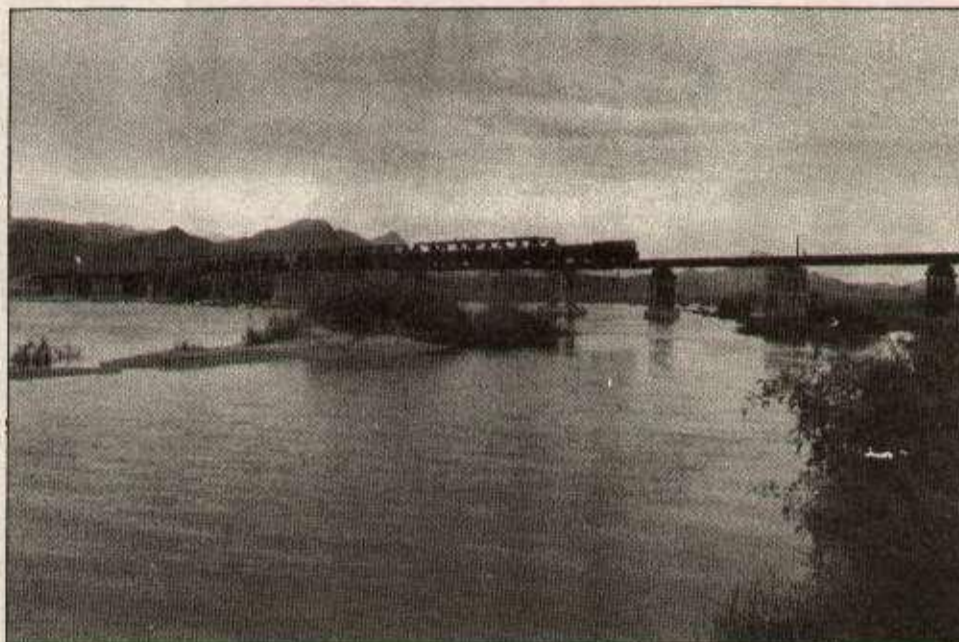


Dragage d'un canal d'assainissement par les brigades d'étudiants dans le 11<sup>e</sup> arrondissement d'Ho Chi Minh Ville.

rapines, de combines diverses, et en s'insérant dans le système de l'économie de guerre américaine et du régime de Thieu.

Maintenant, ces paysans retournent à la terre et ils y sont encouragés, le nouveau régime met à leur disposition les moyens nécessaires. Ils ne peuvent pas forcément regagner leurs villages d'origine parce que les bouleversements de la guerre ont été tels que souvent ça ne veut plus rien dire, qu'il faut tout réorganiser au niveau de l'agriculture, notamment sur le Sud-Vietnam. D'où la création de ces zones économiques. Là aussi, les brigades de travailleurs, la mobilisation des masses, permettent de défricher, de déminer, de commencer à implanter un réseau de maisonnettes, ou de paillottes, de faire des installations communes pour ce qui est des écoles, des infirmeries, des petits hôpitaux, de l'irrigation aussi, et puis au fur et à mesure que les familles viennent s'implanter, elles se mettent au travail, on leur fournit des instruments agraires, on leur assure des semis et de la nourriture pour 6 mois. C'est alors à elles de prendre le relais.

L'année dernière, on en était au démarrage de ces nouvelles zones économiques.



Le Transvietnamien sur le pont de Ky Lam, près de Da Nang

Et cette année, on voit déjà les réalisations. Il y a des zones économiques où on a déjà récolté, où les paillottes sommaires qui étaient mises à la disposition des familles l'année dernière, sont devenues de véritables maisons : avec les petits potagers individuels, chaque famille fait pousser ce qui est nécessaire à sa propre alimentation. Le programme s'étale sur 5 ans. On pense qu'au rythme où les choses vont, dans 3 ans, on aura résolu le problème de l'auto-suffisance alimentaire pour l'ensemble du Vietnam, ce qui est déjà énorme. Et on estime que dans 5 ans, on en sera à faire de l'exportation des produits agricoles.

— *QdP : Comment les autorités révolutionnaires s'y prennent-elles concrètement pour faire retourner les paysans dans les campagnes, réduire l'hyper-trophie des agglomérations urbaines ?*

Concrètement, on a demandé d'abord aux paysans de s'installer dans les zones économiques. Parce que pour travailler efficacement la terre, il faut quand même avoir l'expérience. On ne va pas prendre comme ça un ancien professeur d'un lycée de Saigon pour l'envoyer planter du riz. Tous les gens qui, contraints et forcés, sont venus s'agglutiner autour des villes et qui vivaient dans les baraquements de tôles, dans des bidonvilles sordides, ceux-là sont venus de la campagne, et ils sont les premiers à retourner à la campagne. On n'a pas poussé les gens la mitraille dans le dos comme on veut le faire croire dans une certaine presse occidentale. On a fait des réunions explicatives, on a fait comprendre aux paysans l'intérêt du retour à la terre, l'objectif des nouvelles zones économiques et comment on allait organiser celles-ci très rapidement, les familles ont été convaincues, ont pris date, se sont inscrites, et quartier par quartier, il y a eu des départs avec les autobus pour transporter les gens et les camions pour le matériel. On est parti s'implanter comme ça, et très vite ça a fait boule de neige.

Comme je l'expliquai déjà dans mon livre, «Le Vietnam d'Ho Chi Minh» : «Les premiers candidats de ce vaste retour à la terre sont, évidemment, les familles paysannes exilées. Leur donner la possibilité de retrouver leurs activités permet à la fois de décongestionner les villes et de faire travailler la terre par ceux qui en ont la compétence. En effet, il est difficile d'implanter en zones rurales les anciens militaires de l'armée de Saigon ou les désœuvrés de l'ex-économie de guerre. Ceux-là, par manque de qualification professionnelle, ne pourront être insérés que dans une collectivité déjà bien structurée».

Les familles adhérant au plan des nouvelles zones économiques s'inscrivent sur des listes préparées par les responsables administratifs des communes et des quartiers. Le plus souvent, les départs ont

été organisés par secteur afin de liquider l'ensemble d'un bidonville.

Les chiffres officiels disent que maintenant 700 000 personnes ont déjà quitté Ho-Chi-Minh Ville. C'est très sensible, la ville est maintenant nettement décongestionnée. Mais, on n'en est pas encore au niveau normal de l'ex-Saigon avant la grande période de la guerre. On estime que la population a été multipliée par 5 à Ho Chi Minh Ville, durant la guerre. On va retrouver un juste équilibre. Il y avait sur Saigon un certain nombre d'industries qui s'étaient implantées ; progressivement, elles vont se remettre en route. Il y a des problèmes de matières premières, des problèmes de réorganisation des usines mais le Vietnam a besoin de faire tourner son industrie. Au fur et à mesure qu'on relance les usines, il y a des emplois qui sont proposés, il y a des ouvriers spécialisés, il y a toute une main-d'œuvre qui va rester sur place, c'est évident. Mais, à mon avis, Ho-Chi-Minh Ville est une ville qui va se stabiliser autour de 800 000 à un million d'habitants. Le reste, logiquement, doit se porter dans les provinces d'où la population était issue. Et c'est la seule manière de redonner vie à toute la campagne vietnamienne, et d'assurer la production agricole dont le pays a besoin avant toute chose.

Il ne faut pas oublier qu'au Sud-Vietnam, on importait de 1 à 2 millions de tonnes de riz par an, alors que selon les estimations de la FAO et de tous les grands agronomes, le Vietnam est capable non seulement de produire pour les besoins de toute la population mais, aussi, d'être un gros exportateur agricole.

(à suivre)

Après la période de la guerre et de l'exode forcé vers les villes, le retour à la terre pour rebâtir la campagne vietnamienne.



La direction CGT et le gouvernement de gauche

## UNE DEMARCATIION UTILITAIRE

Après les dernières élections municipales, les partis signataires du programme commun entrent en contact avec de fortes probabilités leur accession au gouvernement. Tout en faisant tout ce qui est en leur pouvoir pour gagner effectivement les élections de 78, ils se préparent activement à gouverner. La «remise en ordre» tentée au sein du parti socialiste par Mitterrand, la «remise à jour» du programme commun font partie de cet effort. En même temps que certaines des contradictions internes à l'union de la gauche, commencent à se

dessiner à cette occasion les tactiques qui seront suivies de part et d'autre après 78.

Dans le cadre de la renégociation du programme commun, Marchais avait proposé que les syndicats soient associés aux discussions. Jusqu'ici, aucune réponse positive n'est venue du parti socialiste. Cela n'a pas empêché la direction de la CGT, au cours du colloque qu'elle vient de tenir, de réfléchir sur le rôle qu'elle entend tenir dans le cas d'un gouvernement de gauche.

Dans son rapport introductif, Jean Louis Moynot n'a pas manqué de souligner le caractère politique de la question : il s'agit «de rejeter tout point de vue syndical étroit», en soulignant notamment «le rôle que la CGT entend faire jouer au Conseil économique et social et aux comités économiques et sociaux régionaux dans une planification démocratique» : les syndicats étant représentés dans ces organismes, la direction confédérale entend donc intervenir de cette façon dans un certain nombre de choix. Dès aujourd'hui, elle veut faire peser son poids dans les rapports PS-PCF : «au moment où les partis de gauche se préparent à mettre à jour le programme commun, la CGT a quelque chose à dire sur la définition du champ de nationalisation».

### GOUVERNER AVEC LES CADRES

La base de classe de cette action, telle que le colloque l'a définie, est celle-là même que le PCF envisage de son côté à l'intérieur des entreprises : «le problème est de parvenir à l'alliance à long terme de toutes les catégories de salariés autour d'un même projet de démocratisation de la gestion des entreprises». Dans le but de rallier effectivement les cadres à ce projet, les dirigeants de la CGT précisent qu'il s'agit «de changer les relations humaines dans le travail, sans estomper le fait que l'expérience respective des ouvriers, employés, cadres, est profondément différente». En somme «l'expérience» de direction des affaires qui est celle des cadres pourra continuer à s'exercer.

D'ailleurs, le colloque, qui insistait pourtant sur le fait que «tous les travailleurs» devaient devenir «des forces actives», insistait sur les limites qu'il faudrait mettre à l'intervention de la classe ouvrière dans les affaires : «ne pas confondre la marche opérationnelle de l'entreprise et les droits démocratiques des travailleurs d'exercer un contrôle sur la gestion ou de déléguer leur pouvoir à un représentant élu qui doit leur rendre compte de son activité». Il s'agit donc bien de limiter l'intervention ouvrière à l'élection de représentants, de garantir aux cadres la haute main sur la «marche» de



Séguy et Marchais : tous deux au Bureau Politique du PCF, mais ils entendent jouer de «l'indépendance» de principe de la CGT vis-à-vis des partis.

l'entreprise ; tout développement réel de la direction de cette «marche productive» par les travailleurs est pour la direction confédérale «désorganisation de la production».

Afin de préparer leur collaboration avec les cadres dans des conditions satisfaisantes, les dirigeants CGT ont estimé que «l'heure est venue de s'équiper en moyens matériels et humains pour faire face aux responsabilités qui incomberont demain à la CGT» : le renforcement de l'appareil confédéral est donc à l'ordre du jour.

### NE PAS TROP SE COMPROMETTRE AVEC LE GOUVERNEMENT

Mais le colloque ne pouvait ignorer non plus la question des rapports du syndicat avec l'éventuel gouvernement de gauche. Il a donc précisé : «il ne saurait y avoir de démocratie réelle sans extension de la place, des pouvoirs, des fonctions des syndicats au service des intérêts des travailleurs».

«Il faut ajouter, en corollaire avec cette idée, que les syndicats ne sauraient exercer normalement leurs responsabilités en dehors du strict respect de leur indépendance et de leur libre détermination vis-à-vis de l'Etat, des partis politiques, et d'autres formes extérieures au syndicalisme».

Cette insistance mise par Séguy sur l'indépendance du syndicat, sur son rôle de contestation éventuel dans le cadre d'un pouvoir des partis de gauche, était plutôt jusqu'ici développée par la CFDT : le secrétaire général n'a-t-il pas affirmé : «Au

sein d'une société démocratique, une activité syndicale intense fondée sur l'exercice d'une large et authentique démocratie syndicale est une excellente garantie contre toute déviation administrative, toute excroissance bureaucratique».

Pourquoi donc cette nouvelle insistance ? Vis-à-vis d'un gouvernement de gauche, chacun sait bien que les mesures qu'il prendra ne seront pas de nature à satisfaire fondamentalement la classe ouvrière, même si certaines revendications doivent trouver une réponse dans les premières semaines. Engager d'emblée la confédération dans une attitude ouverte de soutien sans réserve à ce pouvoir ce serait courir le risque de voir les contradictions s'aiguiser par la suite avec les travailleurs. Ajoutons encore que le PCF, en parvenant au gouvernement, n'y sera pas dans un premier temps le plus fort : le poids électoral du parti socialiste garantira la domination de ce dernier. Dans ces conditions, Marchais, qui siège au même bureau politique que Séguy, ne sera certainement pas fâché d'avoir avec un syndicat «indépendant du pouvoir» à sa disposition, un moyen de pression supplémentaire. Déjà, en réclamant la participation des syndicats à la renégociation du programme commun, il a montré le bout de l'oreille, de ce point de vue.

### LA «DISTANCE» MARCHAIS-SÉGUY

Mais le colloque confédéral n'insiste pas seulement sur l'indépendance vis-à-vis du gouvernement, il aborde aussi la question des partis. Certes, compte tenu de l'interpénétration qui

existe aujourd'hui entre la direction de la CGT et celle du PCF, il n'est pas question pour Séguy, Krasucki, d'engager leur centrale sur le chemin de l'indépendance réelle vis-à-vis du PCF. Mais là encore, en prévision d'un gouvernement de gauche, une plus grande distance, au moins en apparence, pourrait être jugée nécessaire par les dirigeants confédéraux.

La participation au gouvernement de ministres PCF mettra forcément peu ou prou ce parti sous le feu du mécontentement des masses : la solidarité gouvernementale, au moins dans les débuts, permettra difficilement de faire porter l'ensemble des responsabilités des déceptions ouvrières au parti socialiste. Le programme du PCF lui-même, au demeurant, entraîne forcément, au cours de son application, une certaine dose d'impopularité auprès du prolétariat. Tenter de ne pas compromettre la direction de la CGT dans l'action au jour le jour du parti révisionniste permettrait, le moment venu, de la faire peser de manière plus efficace dans la déviation des aspirations ouvrières.

En conclusion de son rapport, Moynot affirmait au colloque : «L'objectif actuel des trois millions d'adhérents ne peut être qu'une étape. Il nous faudra aller beaucoup plus loin».

Il se trouve que cet objectif, à l'heure qu'il est, n'est rempli qu'à peine plus de la moitié. Les réticences devant le projet révisionniste qui s'expriment ainsi ne seront pas levées par le coup de pouce donné à l'orientation confédérale.

Jean LERMET

Plan Barre-Bis

## LA MAJORITÉ D'ACCORD

Le premier plan Barre consistait à faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs. Les résultats en sont aujourd'hui éclatants, notamment dans le domaine de l'emploi, avec l'extension sans précédent du chômage. Pour l'essentiel, le premier ministre est décidé à continuer dans la même voie, celle qu'il appelle «le redressement de notre économie».

Cependant, avec la préparation des élections législatives, Giscard lui a demandé, en même temps, de mettre sur pied quelques mesures démagogiques destinées à permettre une réélection des députés de la majorité, suivant un plan de onze mois.

Sur ce terrain, il ne faut guère s'attendre à un affrontement interne à la majorité, chacun ayant intérêt à voter des mesures qui puissent lui assurer quelques voix de

plus. Le président du groupe parlementaire RPR, Labbé, a confirmé cette attitude de la part des députés de sa formation : le débat aura, selon lui, «une conclusion positive». Il s'agit, dans la période, de présenter ainsi un front commun de la majorité : Labbé s'est affirmé «tout à fait satisfait de la concertation» avec le gouvernement Barre.

Mais en même temps, le RPR continue à affirmer son «originalité». C'est ainsi que Guéna, délégué politique du mouvement, a de son côté pris le contre pied des récentes déclarations de Giscard en affirmant : «La France ne peut sortir en six mois d'une crise mondiale qui persiste» et en soulignant que la majorité ne pouvait se contenter du terrain économique, et devait porter son action sur le domaine politique.

Le préfet de Mai 68 à la télévision

## UN REFLET LOINTAIN

Vendredi soir, à la télévision, le préfet de police Grimaud, qui occupait ce poste à Paris en mai 68, présentait son livre : «En mai, fais ce qu'il te plaît». Pour le spectacle, on lui avait opposé Cohn Bendit, toujours interdit de séjour, et qui parlait depuis la Suisse.

A peine l'émission commencée, on apprenait que, non, l'interdiction de séjour n'était pas levée : le ministre de l'intérieur démentait une fausse nouvelle annoncée exprès par Cohn Bendit.

Restait le débat. Passons sur le fait qu'on nous a imposé monsieur Michel de Saint Pierre, fasciste bégayant. Le professeur Chatelet de son côté, essayait de rendre compte de la crise idéologique ouverte par le mouvement de mai, chez un certain nombre d'anciens mandarins.

Mais Grimaud ? Mais Cohn Bendit ? Le préfet de police, le savait-on, n'était autre qu'un mendésiste, qu'un mitterrandiste, qu'un homme «de gauche» : voilà certainement qui promet pour l'avenir, lorsque les hauts fonctionnaires socialistes trouveront leur répondant au gouvernement lui-même. Alors, naturellement, il trouve le moyen de dire qu'on n'a pas su entendre la jeunesse, et de «compre-

dre» les raisons de sa révolte d'alors... révolte qu'alors, il «comprendait» à la tête des troupes chargées de la réprimer.

Mai 68, qu'en reste-t-il ? Pour la télé, quelques images de violence. Pour Cohn Bendit, un moment où les gens ont communiqué entre eux d'une autre manière. Et, au vu de l'émission, c'est à peu près tout. Cette violence, donc, était-elle un hasard politique ? Le mouvement était-il complètement «en marge», sans s'affronter à l'état d'une classe ? C'est un peu ce qu'on pourrait croire, à entendre l'ancien leader étudiant.

Tout de même, il y avait bien autre chose. Certes pas une révolution manquée : la question du pouvoir n'a jamais été sérieusement posée. Mais, dans la classe ouvrière, dans les masses de jeunes, en grève, en manifestation, occupant la rue, et les usines, une volonté de changement formidable. Aujourd'hui, peut-on, comme le faisait Cohn Bendit à la télévision, réduire ce qu'elle est devenue à l'usage de la drogue ?

Ce serait bien rabaisser mai 68.

## PRUDENT

Il est secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Il est, depuis plusieurs jours, élu secrétaire général des républicains indépendants. Mais il n'est pas encore décidé à abandonner le premier poste pour le second : c'est ce lundi qu'il doit rencontrer Giscard pour en discuter avec lui. En effet, Jean-Pierre Soisson se fait prier : il demande d'avoir entièrement les mains libres pour diriger la formation giscardienne. On comprend ses réticences : le prince Poniatowski, président en titre de ce parti, vient de refuser le poste d'ambassadeur que Giscard lui avait proposé ; il veut s'occuper de politique intérieure. C'est un obstacle de poids quand on veut diriger sans partage des RI.

# LUTTES OUVRIERES

Messier-Arudy

## « C'EST MAINTENANT ET TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT LUTTER ! »

A la fonderie Messier, à Arudy, les travailleurs sont en grève depuis le 13 avril contre le plan de 110 licenciements prévu par la direction.

Depuis juillet 76, les travailleurs de la fonderie luttent contre le démantèlement de l'entreprise : en septembre, la direction demandait 110 licenciements ; le 8 janvier, 14 travailleurs étaient rayés des effectifs. Une semaine après, la direction annonçait 38 autres licenciements. Malgré le refus de licencier de l'Inspection du Travail, malgré les affirmations

du Directeur Départemental de la Main-d'œuvre, Beullac donnait le feu vert à Gaudard (directeur militant du CNPF) de jeter à la rue les 36 travailleurs qui font partie du premier wagon. Le 12 avril, 1/4 d'heure avant la débauche, la lettre de licenciement immédiat était remise aux 36. Le 13, la majorité du personnel décidait une grève reconductible tous les jours avec piquet. Les travailleurs se relaient toutes les quatre heures en permanence devant l'usine.

La fonderie emploie 400 travailleurs et dépend du secteur de l'aéronautique. Alors que précisément ce secteur connaît une crise importante de débouchés due à la concurrence impérialiste et particulièrement US (75% du marché en Europe) ; le renouvellement de la flotte aérienne civile ne permet pas d'assurer de débouchés aux industries de l'aéronautique et aux sous-traitants. Il en résulte une baisse des commandes qui, comme à Messier est le prétexte aux licenciements.

— Ce qui fait l'originalité de la fonderie, c'est l'utilisation d'une technologie avancée au niveau des alliages légers (magnésium, aluminium) et surtout son unité de titane offerte par une aide «rem-boursable» de l'Etat (800 millions).

— En 72, la fonderie se sépare du groupe Messier-Hispano SA et forme une SARL. Dans cette nouvelle société, Lucien, l'actuel PDG de la fonderie, est aussi le principal actionnaire du groupe. Ce même Lucien détient d'importantes parts dans d'autres sociétés de l'aéronautique qu'il utilise pour fabriquer et exporter certaines productions de la fonderie à l'étranger (Dowty, par exemple, en Angleterre).

Qu'importe pour le capital monopoliste la vie d'une vallée et de ses travailleurs, alors que l'impérialisme français est en crise, ce qui compte pour lui, c'est de reconvertir son capital pour tenter de dégager des superprofits impérialistes. Que, comme le déclare cyniquement Gaudard, le directeur de la fonderie, «en dessous de 300 ouvriers, c'est la fin de la fonderie», les exploités n'en ont cure !



Les travailleurs de l'aérospatiale à l'action contre le chômage.

### Entretien avec un délégué et des militants CGT de la fonderie (le 19 avril) «CRÉER UN RAPPORT DE FORCE !»

— Quotidien du Peuple : Comment a débuté la grève ?

— Avant de démarrer la grève, nous avons voulu alerter l'opinion ; des pétitions ont été signées, des débats ont eu lieu dans les villages, il y a eu des AG de travailleurs, des réunions avec les familles, les jeunes et les femmes des travailleurs participent aussi à l'information.

— QdP : Vous avez donc cherché à créer un rapport de force en votre faveur ?

— Oui, d'autant plus que 380 familles sont concernées, c'est aussi la vie de la vallée qui est en cause.

tactique, d'un autre côté, il a été difficile de prévoir à l'avance...

— QdP : Comment sont prises les décisions ?

— Il existe un conseil syndical qui représente les différents services ; il fait des propositions sur la base des idées avancées par des travailleurs et l'ensemble des travailleurs décide. Il faut dire aussi que nous avons largement utilisé l'heure d'information syndicale que nous avons obtenue par la lutte et avant de lancer la grève, des débrayages d'information ont eu lieu.

De toutes façons, c'est maintenant qu'il faut lutter ! Tant qu'on est 400 !

— QdP : Tu dis qu'à chaque étape, le mouvement doit s'amplifier, parlons-nous un peu des contacts que vous avez déjà pris.

— Il existe une coordination CGT des métaux sur Arudy qui réunit la fonderie, Laprade et Messier-Hispano à Izeute, elle existe aussi au niveau des autres boîtes du groupe : Bidos, Montrouge...

(Le 14 avril, les travailleurs de Messier fonderie se retrouvaient autour des travailleurs de Messier-Hispano et Laprade lors du meeting organisé par le comité de coordination des métaux d'Arudy. Environ 600 personnes se réunissaient sur la place d'Arudy).

#### NATIONALISATION = LA SOLUTION ?

— QdP : Parmi vos revendications, outre la garantie de l'emploi et le refus des licenciements sans reclassements équivalents, vous demandez le rattachement de la fonderie à un groupe nationalisé, comment pensez-vous que la nationalisation puisse représenter une solution ?

— C'est une solution pour éviter dans l'immédiat le démantèlement de l'usine, ça permettra aussi d'avoir des facilités financières pour faire de la recherche et de la prospection, par exemple.

— QdP : Pensez-vous que la gauche au pouvoir serait en mesure de régler le problème ?

— Disons, que pour que la fonderie soit rattachée au secteur nationalisé, Messier-Hispano-SNECMA, par exemple ; cela n'est possible qu'avec le programme commun, mais dans le fond, la discussion n'est pas vraiment poussée dans ce domaine, on ne discute pas tellement des enjeux politiques. La nationalisation, dans le cadre du programme commun, c'est un peu considéré comme un remède au mal qui nous frappe. On cherche des solutions pour l'immédiat, pour essayer de s'en sortir...

#### LA RIPOSTE DU TAC AU TAC

— Jusqu'à présent, nous avons riposté au coup par coup à la tactique du patron, licencier les gars en plusieurs temps et en profiter pour tenter de liquider le syndicat.

A chaque fois, nous avons dénoncé ses manœuvres de division en cherchant toujours à réaliser l'unité autour du syndicat sur la riposte ponctuelle à donner.

— Ce qui est fondamental, c'est la conscience des ouvriers, l'idée de la grève a fait son chemin depuis septembre.

— Jusqu'à présent, nous avons donc adopté cette

## POLITIQUE

encore un socialiste !

### L'EX-PDG DE RENAULT PRECHE LA PAIX SOCIALE

Pierre Dreyfus, président directeur général de la Régie Renault de 1955 à 1975, vient d'écrire un livre. Venant d'un patron d'entreprise nationalisée, qui se proclame d'émblée socialiste («C'est vers l'âge de vingt ans que je suis entré aux Jeunesses socialistes»), on devine à quoi vise pareille publication aujourd'hui : chanter la gloire des nationalisations à la manière de Renault, préparer l'opinion à celles auxquelles le PS est d'accord pour procéder l'an prochain.

Il s'agit d'abord d'en convaincre l'encadrement supérieur : de ce côté, Dreyfus insiste longuement sur le fait que la rentabilité de l'entreprise est compatible avec son statut d'Etat, que la haute main des pouvoirs publics n'empêche pas un chef d'entreprise d'exercer toutes ses prérogatives.

Plusieurs chapitres sont ainsi consacrés aux problèmes de la production, de la commercialisation, de la rentabilité, de la planification et du rôle qu'y jouent les entreprises nationalisées.

Mais un autre, important, s'intitule «l'avant garde de la condition ouvrière» : il s'agit de faire la démonstration que la régie Renault est un modèle de concertation avec les syndicats, d'instauration d'un «consensus» entre la direction et les travailleurs. Démonstration bien difficile à faire, surtout dans les dernières années, où une série de conflits sont venus opposer durement travail-

leurs et Etat-patron à la Régie. Mais Monsieur Dreyfus est là pour démontrer, et il veut le faire à tout prix. Comment peut-il, par exemple, en venir à écrire à propos de l'assassinat d'O-verney : «La Régie Renault était totalement à ce drame» ?

De toute façon, à partir des années 70, il est bien difficile de cacher «la grande

combativité syndicale». Aussi Pierre Dreyfus cherche et trouve une explication : «Il n'y avait pas d'expression efficace de la gauche sur le plan du pouvoir politique». Prenez une entreprise nationalisée ; ajoutez-y un gouvernement de gauche : vous aurez les conditions idéales pour organiser la «paix sociale» : c'est la démonstration que tente de faire l'ancien PDG de Renault.

### Le nouveau ministre parle

Monory, ministre de l'Industrie, de l'Artisanat et du Commerce, seule tête nouvelle du gouvernement, était hier au Club de la Presse.

«J'ai toujours été favorable à la proportionnelle et ce n'est pas aujourd'hui que je change d'opinion (...) Le changement, si changement il y a, se fera avec l'accord des différents partis de la majorité (...) Si le gouvernement décide de présenter au parlement une modification du scrutin électoral,

je suppose qu'il aura pris la précaution, avant de le faire, d'être parfaitement d'accord avec les partenaires de la majorité». A ce sujet, il «n'a jamais entendu parler d'un référendum éventuel».

Cela mis à part, le ministre de l'Industrie a levé une partie du mince voile qui recouvre le plan de mesures pré-électorales que Barre présentera mardi prochain. Comme on pouvait s'y attendre, il sera beaucoup

question de l'emploi des jeunes — et particulièrement de leur premier emploi. M. Monory a notamment réaffirmé ses précédentes déclarations contre la présence trop nombreuse de travailleurs immigrés en France. Enfin, il s'est proclamé grand défenseur des PME et de l'artisanat, signalant notamment, dans le cadre du plan Barre-bis, que certaines sommes allaient être débouquées pour faciliter l'installation d'artisans.

## LUTTES OUVRIÈRES

Luttes en série à Nice

## LA COORDINATION A L'ORDRE DU JOUR

Giordan

Cette fonderie dépend d'une boîte qui s'appelle EGA où les travailleurs ont obtenu 3% d'augmentation de salaire, plus 2% au mois d'avril. A Giordan, le patron a royalement accordé... 1,5% pour les quatre premiers mois de l'année. Face à cette provocation, les travailleurs ont exigé d'avoir la même chose que leurs camarades de EGA. De plus, ils ont programmé les augmentations qu'ils estiment nécessaires jusqu'à la fin de l'année : 5% à compter de janvier, 5% en septembre, 4% en décembre. Par ailleurs, dans la mesure où ils font actuellement 44 h 30 par semaine, ils exigent la réduction du temps de travail d'une heure en deux fois : 1/2 H en juillet et 1/2 H en décembre. Les grévistes estiment qu'il faut procéder à une remise en ordre générale des salaires en commençant par les plus bas.

Le patron multipliait les provocations. Pour toute réponse aux revendications des travailleurs, il lâchait, méprisant : «*Mettez-vous en grève si vous voulez, moi ça m'arrange, je ferme la boîte*», assorti d'épithètes racistes à l'adresse des travailleurs immigrés. Immédiatement, les gars se sont mis en grève. Depuis, ils sont devant la porte de l'usine et ont multiplié les contacts avec leurs camarades de EGA. Dans leur Assemblée Générale de mardi à 18 h 30, c'est de cette question qu'ils discuteront : pour des problèmes communs, il faut une lutte commune.

A Nice comme un peu partout en France en ce moment, les travailleurs ont engagé la lutte. Les grèves, les occupations, les débrayages se multiplient. Dans toutes les branches, dans les petites boîtes comme dans les usines de plus grosse taille, une même exigence monte : engager la lutte pour les salaires, les conditions de travail, pour l'emploi. Souvent, les jeunes ouvriers sont à l'initiative de ces grèves et de la création de sections syndicales dynamiques et combattives, tant CFDT que CGT, comme chez Alessandro, cette jeune déléguée CGT de 22 ans.

Aux transports Bénard, à la Delta-Tex, à la SFER, chez Alessandro, à la SCOM (occupée depuis plusieurs mois) à la fonderie Giordan, au garage Kenning's, les travailleurs cherchent à se rencontrer, à unir leurs luttes. Ils multiplient les initiatives dans ce sens. Bien sûr, tout n'est pas gagné. Le combat pour les revendications, surtout dans la période, est difficile. En tout cas, la volonté de vaincre est grande et les grévistes déterminés.

SCOM

Depuis plusieurs mois, cette usine est occupée par les travailleurs pour la garantie de l'emploi. Westinghouse dont la SCOM fait partie ne veut pas en entendre parler. Elle prétend que le personnel ne fait pas partie de la Westinghouse.

Pour éviter toute surprise désagréable, la direction de la Westinghouse avait pris des précautions. Elle ne tenait pas à ce que les grévistes de la SCOM viennent lui demander des comptes. Peine perdue, car les travailleurs sont rentrés en masse derrière les cars qui amènent le personnel de la Westinghouse. L'huissier, la télé, tout le monde est accouru. Puis, les gars sont partis en manifestation jusqu'au bureau de la main-d'œuvre, rue Alberti surveillés de près, pour la nième fois par les flics.

SFER (Société Française de l'Electro-Résistance)

Dans cette boîte, 800 travailleurs fabriquent des condensateurs, des résistances... Du point de vue du produit fabriqué, cette usine est une des plus modernes de France. Pas pour les conditions de travail en tout cas. Le bruit, la poussière, le manque d'hygiène, voilà le lot des travailleurs tous les jours. Il y a bien des projets en cours pour améliorer tout cela, mais ça fait plus d'un an qu'on en parle et rien ne se fait. Malgré la forte répression, la grève compte 80% des ouvriers.

Alessandro

Alessandro, c'est une petite boîte où 70 ouvriers fabriquent des boyaux pour les vélos de course qui sont cousus soit sur des machi-

nes ou, (unique en France) à la main. Il n'y avait jamais eu de grève chez Alessandro. Il y avait bien eu une section syndicale, mais elle avait été démantelée. Depuis que la boîte est allée s'installer dans la zone industrielle de la pointe des contes, de jeunes ouvriers ont été embauchés. Ce sont eux qui ont pris en main la création d'une section syndicale CGT et... la lutte est partie. Deux semaines sans occuper d'abord. Puis, devant l'entêtement du patron, l'occupation a été décidée, il y a une semaine.

Les grévistes réclament l'application de la convention nationale du caoutchouc du 29-5-69, 200 F pour tous, 15 F de prime de panier, les libertés syndicales, la prime de salissure pour tous.

Pour donner plus d'ampleur à leur combat et mettre toutes les chances de leur côté, les grévistes multiplient les contacts avec tous les travailleurs en lutte à Nice. Mardi soir, ils participeront à l'Assemblée Générale des travailleurs en grève de chez Giordan.

Pour l'instant, le patron ne veut rien savoir, mais il aura bientôt des problèmes, car la saison cycliste va démarrer et il ne peut disposer de son stock qui se trouve dans l'usine occupée.

Delta-tex

Pour 200 F pour tous, la prime de congés de 600 F, la 5<sup>e</sup> semaine de congés et de meilleures conditions de travail, les travailleurs de Delta-Tex ont multiplié les débrayages depuis quelques jours.

Soloci-Solomi-Satram

## SUCCES DE LA JOURNÉE PORTE OUVERTE

Ce sont plus de 1000 travailleurs de la région de Thionville qui ont répondu à l'appel des «Soloci» de Kœnismacker. Cette journée est une étape importante pour une victoire totale à la Soloci ; d'autant plus que la semaine qui va venir risque d'être décisive. Cette journée a commencé par la mobilisation des travailleurs de Soloci au tribunal de Thionville pour soutenir les 2 délégués CGT et CFDT de Fillod (Florange), licenciés par la direction, pour entraîner à la liberté du travail. Mais la direction de Fillod a une nouvelle fois subi un échec total. L'après-midi, la présence au meeting des «Soloci», des travailleurs de Fillod (Florange), de SILF (Hayange), Sotracom (Mezière), les sidérurgistes d'Usinor, Soliac et Sacilor était la preuve de la prise de conscience de la nécessaire coordination des luttes. «*Nous sommes dans l'usine, nous y resterons !*». «*Notre lutte pour le maintien de l'emploi sur place, c'est la lutte de tous !*».

Les responsables de la CFDT qui ont pris la parole ont souligné : «*Dans ce type de conflit, il est important d'occuper les entreprises. L'occupation est une forme d'action qui renforce la lutte car face aux suppressions d'emploi, il faut opposer une résistance déterminée*».

Correspondant Thionville

A la fonderie de Fréteval (Loir et Cher)

## LA LUTTE CONTINUE ET S'ORGANISE

La grève déclenchée le 21 avril, à la fonderie de Fretval (QdP 433 du 23 avril) évolue rapidement. Le 21 au soir, le syndicat CFDT était créé : un délégué syndical et un délégué du personnel désignés par l'AG des grévistes. Des tracts sont tirés et diffusés à la sortie des entreprises de Morée et de Vendôme, à la manifestation à Vendôme pour la défense de la Sécurité Sociale. Une collecte est organisée. Ils continuent. Une aide active est apportée aux grévistes par les syndicalistes CGT de Cibié-Morée et par les marxistes-léninistes qui se sont

placés au service de la lutte sur la demande des ouvriers eux-mêmes.

Le maire PCF de Fretval, qui avait déclaré aux grévistes qu'il leur apportait «son soutien moral», le 21, est sollicité plus concrètement : une délégation de grévistes lui demande de signer une motion de soutien et de verser une aide financière ; après bien des hésitations, celui-ci donne 20 F... signe la motion et déclare : «*Si le patron vous demande de reprendre le travail avant de renégocier vos revendications, reprenez le travail...*» Il faut dire que le PCF pense plus aux élections cantonales partielles qui se déroulent actuellement qu'à soutenir efficacement les travailleurs en lutte. Ceux-ci commencent à faire la différence concrète entre P.C.F. et les authentiques communistes.

Il y a eu une entrevue entre les ouvriers et le directeur de la boîte à Fretval. Cette entrevue s'est terminée par la sortie des ouvriers. Ils se sont retirés eux-mêmes, car le patron ne voulait pas négocier. La lutte se durcira dès demain matin, puisque les ouvriers ne veulent plus négocier avec le directeur de la boîte à Fretval, mais avec le patron (propriétaire) de la boîte de Fretval et d'Orléans qui est aussi en grève. Ce qu'ils vont demander demain, c'est que les jours de grève soient payés.

Par ailleurs, le comité de soutien se structure. Plusieurs questions ont été posées par les ouvriers au sujet du travail des révolutionnaires. Les idées avancent très vite.

Correspondant Fretval

## Nouvelles de la Drôme

De notre correspondant

A la SEIM (Romans)

## ÉCHEC AU PLAN BARRE

La SEIM est une société d'équipement automobile qui emploie près de 500 personnes. Au cours du mois de mars, les travailleurs ont engagé un mouvement revendicatif qui a duré plus d'un mois. Les méthodes de lutte qui permettaient d'établir un rapport de force durable en limitant les pertes de salaire pour les ouvriers ont finalement contraint les patrons à céder.

L'action fut menée de façon unitaire par les sections CFDT et CGT selon les formes suivantes :

— Des grèves perlées par fractions de 1/4 d'heure (arrêts par étages et au sifflet) de une heure à une heure et demie par jour qui désorganisaient complètement la production.

— Une baisse volontaire de la production.  
— Une participation active du personnel en lutte qui se rassemblait et manifestait (300 personnes) pendant que les délégués discutaient avec la direction.

En définitive, ils ont obtenu :

— Le salaire minimum à 2 150 francs.  
— Une augmentation générale des salaires de 7,5%  
— La prime de vacances passe de 500 F à 550 F  
— La prime de fin d'année augmente de 550 F (de 1 150 F à 1 700 F)  
— Une réduction du temps de travail compensée de 1/2 heure à compter de septembre 77  
— Une augmentation pour les postes de nuit et une prime de panier.

Mais si elles ont réussi à défaire l'intransigeance patronale, les sections syndicales de la SEIM considèrent que tout n'est pas gagné puisque d'autres acquis doivent être arrachés :

— La suppression du rendement à 55 ans  
— La retraite à 60 ans  
— La réduction du temps de travail  
— Les conditions de travail

Les travailleurs de la SEIM restent mobilisés notamment pour s'opposer aux graves atteintes portées à la sécurité sociale et ont débrayé massivement le jeudi 21 avril pour se joindre à la manifestation qui a eu lieu à Romans à l'appel des unions locales CGT et CFDT.

le 21/09/77

A Clérieux

## HALTE AUX FERMETURES D'USINES

Il y avait deux entreprises à Clérieux. L'année dernière, dans la cartoucherie de la Manufacture Générale des Munitions, une explosion faisait 6 morts et 3 blessés. Les responsables étaient les patrons de la MGM qui ont sacrifié la vie des ouvrières pour améliorer la rentabilité. Aujourd'hui, l'entreprise la plus ancienne et la plus importante, la fabrique des chaussures Pratic qui était déjà sous administration judiciaire, licencie la totalité du personnel. Cette décision

vient considérablement augmenter le nombre des chômeurs dans le canton qui dépassait 1 700 personnes, et il constitue une grave menace pour la survie de ce village dont une fraction importante des habitants, était employée à l'usine Pratic. Le syndicat CGT de chez Pratic a annoncé qu'il était opposé à ce licenciement collectif et que les travailleurs n'abandonneraient pas les locaux tant qu'une solution ne serait pas trouvée pour sauvegarder l'emploi des 205 employés.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Grave pollution atmosphérique en Belgique

Depuis le début du mois de février, une grave pollution atmosphérique menace la santé des habitants du village de Saint-Ghislain et des environs, en Belgique, près de Mons.

L'Association Interenvironnement Wallonie révèle que les habitants des localités proches de la zone industrielle d'Hautrage-Villerot sont victimes quotidiennement de nausées, vomissements violents, réactions cutanées. Le coupable serait l'usine de S.A. Reilly Chemicals qui produit de la pyridine.

## 2 C.E.T. en grève contre l'amiante

Le C.E.T. Le Bardot à Saint-Étienne est en grève depuis une semaine. 90% des élèves ont arrêté les cours pour imposer une réfection des locaux dont les murs sont floqués à l'amiante. Le flochage à l'amiante se dégrade rapidement et des millions de fibres minuscules d'amiante se retrouvent en suspension dans l'air, risquant de provoquer des cancers du poumon. Malgré les protestations répétées des parents d'élèves, de professeurs et d'élèves dans d'autres bâtiments scolaires, malgré les cris d'alarme lancés par les spécialistes, le ministre de l'Éducation ne fait rien.

Les 600 élèves du C.E.T. de Clichy-sous-Bois sont également en grève pour le même motif.

## Un an de prison pour tentative de meurtre raciste

Le tribunal correctionnel de Chambéry (Savoie) a condamné à deux ans de prison dont un avec sursis, Davioli, auteur d'une tentative de meurtre raciste. Il avait tiré avec un revolver 22 long rifle contre deux Tunisiens et en avait blessé un. L'affaire en serait restée là s'il ne s'était également attaqué par mégarde à un séminariste qu'il avait pris pour un immigré. Le procureur avait demandé une peine très sévère. Relativement aux peines prononcées contre les auteurs de violence raciste, cette peine est effectivement sévère, puisque les assassins de travailleurs immigrés ont été acquittés ou relaxés. Mais comparativement à d'autres peines et compte-tenu de la gravité du crime, un an ferme, ce n'est pas cher payé.

## Prisons : chiffre record de détenus et entassement

Le nombre de détenus dans les prisons françaises au 1<sup>er</sup> avril a atteint 33 589, chiffre qui n'avait pas été atteint depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968. Les raisons de cet accroissement sont simples : le nombre de délits n'a pas sensiblement augmenté, mais par contre, les peines prononcées sont plus sévères et les sursis et les relaxes moins fréquents.

Cet accroissement du nombre de détenus alors que la capacité des prisons est demeurée la même : 28 251 places, conduit à l'entassement. Ainsi, on trouve à Reims 137 détenus dans une prison de 63 places. L'entassement s'ajoute aux mauvaises conditions de détention, aux brimades des gardiens.

14 139 détenus recensés au 1<sup>er</sup> avril étaient des prévenus, soit 42% des effectifs des prisons.

## Gérardin : le pistard pisté

L'ancien champion cycliste, Louis Gérardin, entraîneur national des cyclistes sur piste ne se doutait pas qu'il était pisté. Au poste frontière de Ferney-Voltaire, les douaniers ont découvert, caché sous les barres de torsion de sa voiture 1 550 000 F en billets de 500 F qu'il s'appropriait à passer en Suisse. Il a été déféré au Parquet de Bourg-en-Bresse. Il est peu probable que Gérardin ait agi pour son propre compte, on ne lui connaît pas une telle fortune, alors pour qui ? Il faut rechercher dans les fréquentations de Gérardin : il avait été conseiller municipal de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), sur la liste de Georges Gorse (RPR).

## Grenoble

# ATTENTAT FASCISTE CONTRE LA BOURSE DU TRAVAIL

Une très forte charge explosive a détruit dans la nuit de vendredi à samedi vers 2 h 45 la Bourse du travail à Grenoble, située dans la Villeneuve. Toute la partie droite de l'immeuble a été soufflée par l'explosion, et un violent incendie a ravagé l'ensemble de l'édifice.

Ce serait une bombe de 10 kg (ou plus) de plastic ou de TNT. Il y aurait eu deux explosions consécutives, la première secouant l'édifice, la deuxième le faisant tomber. C'est donc l'œuvre de professionnels avertis.

La Bourse du Travail avait coûté 1 milliard 800 millions d'A.F. Elle a été financée par le Conseil Général, les municipalités de Grenoble et de l'agglomération. Elle est la seule construite depuis trente ans.

Elle avait été inaugurée en février dernier par G. Séguy. Elle abritait toutes les organisations syndicales de la région et possédait de nombreuses salles de conférence et un équipement moderne.

Les dégâts sont considérables.

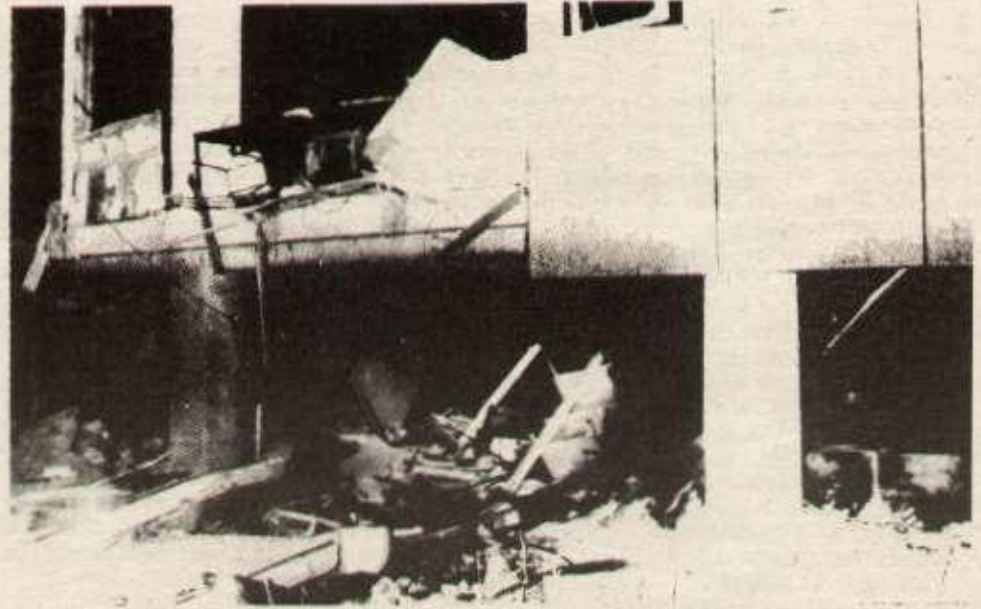
Le local de la CFDT semble avoir été prioritairement visé. Les dégâts sont considérables : tout le matériel de tirage, et des dossiers sont détruits. Le chiffre évalué actuellement se monte à 30 millions de F pour la seule CFDT.

Procès le 26 avril à la 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle à 13 h 30

## RELAXE POUR NOS 2 CAMARADES INCULPÉS !

Parce que le 19 décembre 76 sur le marché d'Aligre, deux militants du Quotidien du Peuple protestaient quand les flics ont voulu enlever un panneau dénonçant les accidents du travail, ils ont été embarqués sans ménagement, détenus pendant plus de trente heures et inculpés d'«outrage, rébellion et violences à agents» ! Ils passent en procès le 26 avril et risquent d'être lourdement condamnés.

Cela constitue une atteinte inadmissible aux libertés démocratiques. La société «libérale» de Giscard, ce sont les coups portés aux conditions de vie des travailleurs et les mesures répressives de toutes sortes. Au refus des travailleurs de payer la crise, la bourgeoisie n'a trouvé d'autre solution que d'envoyer les flics contre les grévistes qui occupent leur usine, que d'accroître les contrôles policiers, de réprimer les



Si tout le bâtiment de la CFDT est détruit, le souffle a endommagé celui de la CGT et des dégâts ont été commis dans ceux des autres organisations.

Une première estimation faite hier donne 500 millions d'A.F. de dégâts soit le tiers de la construction initiale.

### POURQUOI A GRENOBLE ?

L'Union Régionale CFDT rappelle que ses anciens locaux avaient déjà été visés par des attentats en octobre 1976 et en janvier 1977. Des vols avaient été commis dans ses bureaux.

Il y a trois semaines, les locaux de l'UNEF avaient été plastiqués par la FNEF (extrême-droite) et l'un des auteurs avait sauté avec son engin.

La même nuit, une attaque avait lieu contre Vérité Rhône-Alpes (imprimerie progressiste de Grenoble). Ces deux attentats semblaient le fait d'amateurs.

Grenoble semble une ville-test à partir de laquelle la bourgeoisie chercherait à créer un climat de violence avant 78. C'est une ville de réputation «gauchiste». Il y a deux ans, 2 500 personnes avaient été mobilisées contre un meeting fasciste de Dupuy de Mery. Grenoble c'est aussi la vitrine du PS avec la municipalité de Dubedout qui se donne une certaine image de marque avec la Villeneuve.

### RÉACTIONS DES TRAVAILLEURS

Depuis hier, plusieurs centaines de travailleurs sont venus sur place, y restant une heure ou deux. Ils sont vraiment surpris de voir l'ampleur des dégâts. Certains sont consternés, d'autres manifestent leur colère. Une idée s'impose avec force : c'est que d'ici 78, on en verra d'autres, tout en croyant qu'après 78, avec la

victoire de la gauche, ce sera terminé.

### AUTRES RÉACTIONS

Le préfet de l'Isère : «C'est un acte stupide et incompréhensible qui entraîne la réprobation unanime. Tout sera mis en œuvre pour retrouver les auteurs, mais à qui profite le crime ? Cette question chacun se la pose mais personne ne peut y répondre tant que les «dynamitéros» n'auront pas été identifiés».

Dubedout (maire PS de Grenoble) : «J'en appelle au calme et à la dignité dans ce pays pour préparer les élections législatives».

### MANIFESTATION DE RIPOSTE CE SOIR

Une manifestation de protestation est organisée par l'ensemble des syndicats aujourd'hui à Grenoble. Elle sera largement suivie.

Elle doit aller de la place de la gare à la mairie. Pourquoi la mairie ? Cette manifestation risque ainsi d'être détournée de son objectif de riposte à cet attentat fasciste et transformée en manifestation de soutien à la municipalité de Dubedout.

Correspondant

## Nucléaire : accord franco-suédois

L'usine de retraitement nucléaire de La Hague est en passe de devenir la poubelle atomique d'une partie de la planète. En effet, un accord a été signé vendredi soir à Stockholm entre la Suède et la France pour le retraitement jusqu'en 1979 des combustibles irradiés de deux centrales suédoises à l'usine de La Hague.

Le plutonium issu du retraitement restera stocké à La Hague avant d'être, dans plusieurs années, réutilisé comme combustible dans les surrégénérateurs.

D'autres contrats seraient signés dans les prochains mois avec le Japon, l'Autriche, l'Espagne et d'autres pays européens.

Ces contrats semblent en contradiction avec la doctrine définie par Carter de non recyclage des déchets, mais le prochain conseil de politique nucléaire extérieure précisera peut-être quelle orientation entend suivre le gouvernement français en la matière.

RELAXE POUR NOS DEUX CAMARADES INCULPÉS ! TOUS AU PROCÈS POUR LES SOUTENIR !

HALTE AUX ATTEINTES AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !

## Italie

# LA POLICE A LE FEU VERT POUR TIRER

*Le PCI appelle à la soutenir*

Un flic tué à Rome, un autre grièvement blessé, deux atteints de blessures légères, une journaliste américaine blessée.

Et maintenant, le feu vert donné à la police d'user de ses armes à feu contre les manifestants qui «tireraient les premiers».

Tel est le beau résultat obtenu par les politiciens de droite et de gauche qui depuis des mois débattent de l'«ordre public» et viennent de faire passer la réforme de l'enseignement proposé par Malfatti.

Que s'est-il passé jeudi à Rome ? Fermée à la suite des événements de février, l'université a été réouverte à la rentrée de Pâques mais le vendredi 15 avril, le conseil des ministres a approuvé presque sans modification, le projet de réforme instaurant une sélection draconienne à l'université : disparition du pré-salaire, acquis après 68, qui sera remplacé par d'hypothétiques «services», ce qui conduira à exclure un grand nombre d'étudiants qui doivent travailler à la production; instauration d'un numerus clausus; instauration de trois niveaux de diplômes, qui allongent les études et renforcent la sélection. Réorganisation des départements universitaires, qui donne tout pouvoir aux «barons» de l'université.

Aussi, jeudi matin, l'université de Rome a-t-elle été réoccupée. Et immédiatement, Ruberti, le recteur a fait appel aux forces de police pour la faire évacuer; les étudiants se forment en manifestation, ils demandent le départ de la police, la libération de tous les étudiants arrêtés depuis le début du mouvement; des affrontements éclatent, des barricades sont élevées.

**QUAND LA «RESPONSABILITÉ COLLECTIVE» FAIT DE TOUT OPPOSANT UN CRIMINEL**

La décision de Cossiga, ministre de l'intérieur est d'une extrême-gravité : désormais, les forces de police pourront tuer les manifestants en toute impunité. Il leur suffira d'affirmer qu'ils ont tiré les premiers.

Qu'il y ait eu dans le passé des groupes de provocateurs armés par les fascistes, voire la Démocratie chrétienne comme lors de l'attentat de la Place S. Stefano à Milan, c'est une réalité et ces provocations ont servi le pouvoir, passé maître dans l'art de conduire la «stratégie de la tension».

Mais il est inacceptable que l'on tente aujourd'hui d'assimiler à ces provocateurs l'ensemble des étudiants, des chômeurs, et des ouvriers, poussés par les attaques répétées à leurs conditions de vie et de travail, à faire usage de la violence, même si le mouve-



ment actuel est privé aujourd'hui de perspectives politiques claires.

Or, le gouvernement italien soutenu par les partis de l'Arc Constitutionnel, et tout particulièrement par le parti communiste, prend prétexte de ces événements dont il est en premier lieu responsable pour renforcer son arsenal répressif. Au cours du mois de mars, un militant de Lotta Continua a été froidement abattu par la police à Bologne, sans qu'aucune sanction soit prise contre l'auteur du meurtre. Un autre militant politique, Panzeri, a été condamné à neuf ans de prison, pour «complicité morale» au meurtre d'un flic, alors que l'auteur présumé du meurtre a bénéficié d'un non-lieu. Pour avoir participé à la manifestation nationale du 12 mars, au cours de laquelle des affrontements se sont produits, 17 personnes viennent d'être condamnées à de lourdes peines de prison, en vertu du principe fasciste de «responsabilité objective».

«Nous ne laisserons pas les fils de paysans du sud se faire tuer par ceux de la bourgeoisie romaine» a le front de déclarer Cossiga pour justifier l'ordre de tuer qu'il donne aux forces de l'ordre. Quand précisément la réforme Malfatti vide des universités les fils de ces mêmes paysans, réduits au chômage ou au travail noir suivie depuis trente ans par la Démocratie chrétienne au pouvoir !

**LE PCI APPELLE À SERRER LES RANGS... DERRIÈRE LA POLICE**

Le jour d'une décision aussi grave, que fait le PCI ? Il approuve. Un communiqué émanant du secrétariat du parti déclare que : «le meurtre du policier Settimio Passamonti est une nouvelle preuve barbare du point auxquels sont arrivées les

bandes et organisations subversives armées dans leur attaque contre toutes les formes de la vie civile...

*Toutes les formes démocratiques doivent faire leur devoir devant les manifestations toujours plus graves de la provocation sanguinaire qui a pour but l'attaque contre le régime démocratique. Toute complaisance envers la violence et toute tolérance envers la provocation armée doivent être bannies. Ces ennemis de la démocratie et des travailleurs doivent être isolés et condamnés. Toutes les forces qui se réclament de l'anti-fascisme doivent assurer aux forces de l'ordre leur soutien et leur collaboration dans leur tâche de défense*

de l'ordre public et démocratique.»

Les deux mots-clé sont lâchés : condamner et isoler tous les révolutionnaires, les assimiler aux provocateurs et aux fascistes, c'est bien de cela qu'il s'agit. A la porte du pouvoir, le PCI est mis directement en cause par le mouvement étudiant. La réoccupation de l'université de Bologne (conséquence directe des événements de jeudi à Rome) le montre : les étudiants ont mis en accusation aussi les autorités régionales et communales, qui sont en l'occurrence le PCI. Aussi celui-ci demande-t-il à nouveau la constitution d'un «gouvernement d'urgence». Mais c'est pour mieux assurer le maintien de l'ordre bourgeois.

## APRES LA CONFÉRENCE FRANCO-AFRICAINNE

A la suite de la conférence franco-africaine à Dakar, Giscard s'est entretenu avec le général Malloum, président du Tchad. Il est probable que ses propositions d'intervention et d'aide à la «sécurité» des pays africains puissent concerner plus particulièrement le gouvernement de ce pays, qui n'a pu réprimer la lutte du Frolinat. Après les ingérences de l'impérialisme français à l'occasion de l'affaire Claustre, le gouvernement tchadien avait pris ses distances avec la France.

Aujourd'hui, bien que Giscard se soit livré à de nouvelles ingérences en négociant la libération des Claustre avec la Lybie, il prétend venir au secours du gouvernement de Malloum pour reprendre pied au Tchad.

Kountche, président du Niger, a déclaré après la conférence qu'il n'était pas favorable au pacte militaire intégré à l'armée française proposé par Giscard, mais qu'il préconisait un pacte de non-agression entre les pays d'Afrique de l'Ouest.

## CEE — COMECON

Le Comecon a adressé une nouvelle offre de discussions directes avec le Marché Commun. De telles propositions ont toujours été rejetées par la CEE. Le Comecon propose cette fois que les liens entre les deux organismes soient définis avant la fin des accords de Belgrade qui doit étudier les suites des accords d'Helsinki.

## Angleterre

## Les travailleurs britanniques en lutte

*Contre la collaboration de classe*

Vendredi, sur FR 3, une émission documentaire sur les syndicats anglais donnait une image idyllique de la collaboration de classes des directions syndicales en Grande Bretagne. Proposant visiblement ces rapports comme exemplaires, l'auteur de l'enquête nous présentait des syndicalistes dont la tâche est d'éliminer les «malentendus» entre les travailleurs et la direction, qui appellent le chef du personnel par son prénom et ont un rôle de «médiateur». Un patron d'International Harvester, comparant les syndicats français et anglais, se plaignait de ce qu'en France les syndicats sont regroupés en confédérations et «faisent de la politique», alors qu'en Grande Bretagne, les syndicats sont davantage regroupés sur la base de l'entreprise ; on peut mieux discuter avec eux ! Pourtant un certain nombre d'interviews ont pu révéler que, malgré l'intégration des syndicats au parti travailliste au pouvoir, de plus en plus de travailleurs et de délégués de base se révoltent contre la politique d'austérité et le «contrat social» par lequel

les directions syndicales l'ont cautionné.

Des négociations viennent précisément de s'ouvrir entre le gouvernement et les directions syndicales pour renouveler ce contrat : pour la troisième année de suite, il s'agit de limiter les hausses de salaires alors que la hausse de prix est de l'ordre de 15 %, il s'agit de faire renoncer les travailleurs au droit de grève. Le premier ministre Callaghan a déclaré qu'il fallait continuer à limiter les salaires pour lutter contre le chômage. Or plus de 1 million 300 000 travailleurs sont toujours en chômage depuis deux ans que les travailleurs «luttent» contre l'inflation ! La semaine dernière, mercredi, des dizaines de milliers de travailleurs britanniques ont fait grève et ont manifesté dans plus d'une dizaine de villes pour leurs revendications de salaires et contre la reconduction du «contrat social». Le plan d'austérité britannique, dont Barre s'est déjà réclamé, faisant l'éloge du «consensus» des syndicats, rencontre une résistance grandissante.

## Zimbabwe : le plan des impérialismes occidentaux

Le nouveau plan des impérialismes US et britannique pour l'indépendance du Zimbabwe continue à se mettre en place après le voyage en Afrique Australe du ministre des Affaires Étrangères britannique Owen. Il semble que les États Unis et la Grande Bretagne renoncent à de longues négociations et à un «gouvernement de transition». Ils entreprendraient des discussions séparées avec Smith, le dirigeant des racistes et avec le Front Patriotique pour aboutir directement à une conférence pour l'indépendance. L'impérialisme US qui devait être coprésident de cette conférence accepté, pour le moment, de s'effacer, le Front Patriotique n'acceptant de négocier qu'avec la Grande Bretagne en tant que puissance coloniale.

## Israël : après Rabin, Abba Eban ?

Il y a quelques semaines, Rabin était obligé de démissionner de son poste de premier ministre à la suite d'un scandale financier, ce qui était une occasion de changement de personnel politique israélien : Pérès, connu pour ses positions «dures», était nommé à sa place, avec Abba Eban au ministère des Affaires Étrangères. Celui-ci est connu pour ses positions «modérées». Mais des bruits courent actuellement sur la «moralité» du ministre Eban. Aura-t-il le même sort que Rabin ?

## CEE -14,5 % de hausse des prix

La hausse moyenne des prix dans la CEE est de 14,5 % révèle la Commission du Marché Commun. Elle s'élève à 22,5 % en Italie, 16,5 % en Angleterre et en Irlande. Par contre elle n'est que de 4 % pour l'Allemagne.

# INTERNATIONAL

## nouvelles de palestine occupée

### HOMMAGE À KAMAL JOUMBLATT

A Naplouse, une école a pris le nom du martyr Kamal Joumbhatt, le dirigeant du mouvement national libanais assassiné par les fascistes. C'est la première initiative aliante dans la voie qu'a tracée Yasser Arafat au cours de la session du Conseil National Palestinien, en disant que dans la Palestine libérée, un grand hommage sera rendu au martyr Kamal Joumbhatt.

Un comité spécial s'est formé autour de cette école pour soutenir financièrement le projet, qui a vu la participation de toutes les organisations de masse de la ville.

Des manifestations de deuil ont eu lieu dans les principales villes palestiniennes: Jérusalem, Janin, Aintaba, et à Souryal pour rendre au hommage au secrétaire général du Front arabe de soutien à la Révolution Palestinienne.

### LUTTE ARMÉE : EXPLOSIONS

Des cocktails molotov ont explosé à Jérusalem dans le centre de la ville. C'est la cinquième opération qui se produit dans la ville depuis deux mois environ. Une explosion a eu lieu sur le chemin de fer entre Jérusalem et Tel Aviv. Aussitôt, les autorités armées sionistes ont arrêté des centaines de Palestiniens.

### LES PROJETS DE COLONISATION : VASTES PROTESTATIONS DES PALESTINIENS

Au début du mois d'avril, à l'occasion d'une fête religieuse, la secte fanatique Gosh Aymonim décide d'organiser une marche de colons en Cisjordanie pour coloniser un village, Abou Al Karneim, qui deviendra pour les sionistes une grande ville industrielle. Ils comptent chasser les paysans palestiniens de leur terre pour s'y installer. Cette marche est intervenue après celle organisée pour coloniser le village de Masha. Le nouveau village se situe entre deux villes palestiniennes importantes, Kalkilya et Naplouse. Cette marche avait aussi un but politique, il s'agissait d'une réponse à certaines déclarations de Carter sur une éventuel retrait des sionistes de quelques terres occupées en 67.

Mais cette marche a rencontré une opposition farouche des habitants de la Cisjordanie, qui luttent depuis des années contre la colonisation. A Naplouse, tous les commerçants ont fermé leurs magasins, les écoles ont fermé leurs portes et des manifestations se sont déroulées dans la ville. Celles-ci continuent jusqu'à présent face aux multiples provocations de colons sionistes dans la région. A Bethléem, la même opposition a eu lieu, ainsi qu'à Kalkilya. Les paysans des environs de Kalkilya, des villages de Hajaj, Kfar Lakf et de Jansfout ont protesté auprès des autorités contre les dégâts subis, leurs terres piétinées, leurs arbres arrachés par les colons lors de la marche.

La propagande sioniste qui montre l'Israélien comme un paysan en train de planter une terre «délivrée» n'a plus besoin d'être démentie.

### L'ACTIVITÉ D'ISRAËL AU SUD LIBAN

Cinq camions israéliens ont été vus, partant de Haïfa, par la population. Ils transportaient du matériel militaire, de la nourriture, pour les fascistes libanais au sud. Elias Matar, président du Comité Israélien de soutien aux fascistes participait activement à ce transport.

### NAPLOUSE «PUNIE»

La ville de Naplouse est très mal vue par les autorités sionistes, ces derniers temps. Celles-ci viennent de détourner des fonds de la caisse de la Mairie (180 millions de livres israéliennes) parce que la population a refusé collectivement de payer la TVA israélienne.

### CONDAMNATIONS À DE LOURDES PEINES

Naplouse: le tribunal militaire de Naplouse a condamné Radi Jamil Jarahi (26 ans) à 15 ans de prison pour appartenance à Fath, pour entraînement militaire et pour tentative d'action armée en 76.

Il a aussi condamné Mohamed Awad Kaïd (22 ans) à 12 ans de prison pour les mêmes raisons.

### TERRORISME SIONISTE

Près de Jérusalem, c'est une région convoitée depuis longtemps par les sionistes. Tous les moyens sont bons pour chasser la population palestinienne de cette région, surtout la terreur. Il y a quelques temps, un explosif israélien a tué 13 moutons dans une terre appartenant à des nomades. Depuis 67, une série de faits comme ceux-ci ont obligé les nomades à quitter leurs terres, et actuellement, ils possèdent moins du 10<sup>e</sup> des terres qu'ils possédaient en 67 dans cette région.

## Chine

# OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE NATIONALE POUR S'INSPIRER DE TAKING DANS L'INDUSTRIE

Convoquée par le Comité Central du Parti Communiste Chinois et sous la présidence du Président Houa Kouo Feng, la conférence nationale pour s'inspirer de Taking s'est ouvert le 20 avril, à l'exploitation pétrolière de Taking. C'est une rencontre sans précédent à laquelle participent 7 000 délégués venus de tous les secteurs industriels des quatre coins du pays.

Avant l'ouverture de la conférence, les participants, malgré la pluie et la neige ont visité les installations de l'exploitation pétrolière, les puits, les derricks et les agglomérations industrielles-agricoles. Les ouvriers de Taking les ont accueillis chaleureusement, accrochant partout des bande-

roles et des drapeaux.

Dans son discours, Li Sien Nien, membre du Bureau Politique et vice-premier ministre a déclaré qu'il fallait généraliser dans tout le pays l'expérience de Taking et les entreprises de ce type, afin de faire de chacune d'elles un bastion de la lutte pour prévenir et combattre le révisionnisme: «Notre pays pourra ainsi accélérer le développement de son industrie, renforcer la puissance de son économie et de sa défense nationale et mieux appliquer ce principe stratégique: se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple».

Dans une déclaration à l'Agence Chine Nouvelle, le responsable du secrétariat de la Conférence a dit que la convocation de cette conférence est «une mesure d'importance majeure prise par le Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Houa pour atteindre le grandiose objectif qu'est la réalisation avant la fin du siècle, de la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et des sciences et techniques de façon à porter notre économie nationale aux premiers rangs du monde, objectif avancé par le président Mao et énoncé par le premier ministre Chou en-Lai à la 4<sup>e</sup> assemblée populaire nationale.

Il a rappelé ce que représentait l'expérience fondamentale de Taking: «L'exploitation pétrolière de Taking, drapeau rouge hissé par le président Mao lui-même sur le front industriel de notre pays, est une entreprise typique dans l'application de la ligne du président Mao sur le développement de l'industrie socialiste, ligne qui nous invite à «prendre une voie de développement industriel qui nous soit propre». Depuis les 17 ans de son édification, l'exploitation de Taking progresse toujours avec rapidité et qualité. Citons à titre d'exemple la production du brut. Elle est six fois celle de 1965, année où Taking était déjà une exploitation pétrolière de grande envergure. (...)

remplies pour réduire le triple écart entre ville et campagne, ouvriers et paysans, travail intellectuel et travail manuel.

La voie frayée par Taking est celle indiquée par le président Mao qui nous enseigne: «Prendre une voie de développement industriel qui nous soit propre». Depuis cet appel du président Mao en 1964: «Que l'industrie prenne exemple sur l'exploitation pétrolière de Taking», un essor pour suivre cet exemple a été imprimé sur tous les fronts industriels et des communications du pays et un certain nombre d'entre-

prises de type Taking et d'unités avancées ont surgi. Cependant, perturbé et saboté par Liou chao-chi, Lin-Piao et les «quatre», ce mouvement de masse révolutionnaire a connu de grands revers. Surtout ces dernières années, les «quatre» qualifiaient Taking de «modèle d'application de la théorie des forces productives» et tentaient d'abattre ce drapeau rouge pour atteindre leur but d'usurper le pouvoir suprême du parti et de l'État et de restaurer le capitalisme. Sabotée par les «quatre», la conférence nationale pour prendre exemple sur Taking avait été préparée à plusieurs reprises ces dernières années, mais sans résultats. Les «quatre» écrasés, l'obstacle à ce mouvement a été levé. Pour faire régner l'ordre dans tout le pays et imprimer un nouvel essor à l'économie nationale, le comité central du parti ayant à sa tête le président Houa a décidé de convoquer la présente conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie après la deuxième conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, tenue en décembre dernier.



## Irlande

# PROCES DE MARIE MURRAY AUJOURD'HUI

C'est ce lundi que Marie Murray comparait de nouveau devant la Cour Criminelle Spéciale qui siège à Dublin sans jury. Rappelons que Marie et son mari Noël, anciens membres du mouvement républicain «officiel» ont été accusés d'avoir tué un policier lors d'un hold-up.

Après leurs «aveux» arrachés par la torture, les Murrays furent tous deux condamnés à mort par la Special Court, le 9 juin 76. Leur procès ne fut en fait qu'une sinistre farce, aucune preuve formelle ne pouvant étayer les accusations, juste, quelques «témoigna-

ges» sur la couleur des cheveux ou des vêtements... et les accusés «assistant» parfois à leur procès par le biais d'un interphone situé dans leur cellule. La condamnation à mort ne fut pas une surprise. Mais les Murrray décidèrent de faire appel et, en novembre dernier, Noël était rejugé et condamné à perpétuité.

Le sort de Marie Murray va se jouer cette semaine elle risque toujours la pendaison. Pour la «petite» histoire, ajoutons que Ronan Stenson qui fut arrêté pour le même motif et qui ne put être jugé en raison de son

état de santé, suite aux «interrogatoires», a été acquitté et libéré en hiver dernier. Ceci est déjà un succès mais, il faut exiger aujourd'hui la révision des procès et que ceux-ci se déroulent devant une cour ordinaire siégeant avec un jury; il faut exiger que les Murrray puissent bénéficier des droits élémentaires, qu'ils puissent recevoir des visites et qu'ils soient dans la même prison et puissent se voir, chose qui ne s'est pas produite depuis leur arrestation en 1975. Jusqu'à présent, seuls les parents peuvent leur rendre visite et comme Marie n'en a plus...



# L'EUROPE VERTE MALADE

Par Bernard PELO

## ● La dégradation du marché commun agricole



Aujourd'hui s'ouvre à Luxembourg le Conseil des Ministres de l'Europe verte. Au cours du Conseil des Ministres de l'Agriculture qui s'est tenu à Bruxelles du 25 et 29 mars, la construction européenne agricole a été durement mise à l'épreuve.

Les ministres ont recherché, sans y parvenir, un accord pour définir un niveau de prix communs, qui permette à chaque pays de satisfaire des intérêts contradictoires.

L'échec enregistré, alors, a rendu nécessaire la tenue de cette nouvelle conférence alors même que la campagne 77, pour laquelle de nouveaux prix devaient être fixés, a débuté 1<sup>er</sup> avril.

Le principal problème a été soulevé par la délégation britannique. Le Royaume Uni doit en effet faire face à ses engagements résultant du traité d'adhésion : pour rejoindre le niveau des prix européens, il lui faut procéder à deux augmentations successives, du prix des denrées alimentaires, au cours des neuf prochains mois.

A son entrée dans le marché commun, le

Royaume Uni avait bénéficié de la possibilité d'importer, grâce à des subventions européennes, des produits alimentaires à un cours plus bas que le cours européen.

Cette situation résultait du faible niveau des prix agricoles britanniques dû au pillage que cet impérialisme exerçait sur ses anciennes colonies, organisées dans le Commonwealth.

Après dix neuf heures de discussion ininterrompues, les contradictions entre les différents «partenaires» ont conduit les ministres à se séparer sans avoir pu arrêter le montant des hausses de prix qui doivent s'appliquer aux divers produits agricoles.

Cependant, dès le premier avril, certains ajustements monétaires prévus ont été effectués. La France a baissé ses montants compensatoires monétaires de 2 points. Cela se traduit par une hausse correspondante des prix d'intervention pour les produits laitiers et la viande bovine.

Mais l'essentiel des nouveaux prix doit être fixé à la négociation qui débute aujourd'hui.

Les agriculteurs ont des intérêts contradictoires à la construction européenne.

Les producteurs de produits largement exportés ont généralement bénéficié du marché commun et il semble que les céréaliers, les plus riches agriculteurs, aient tiré de substantiels profits du marché d'exportation. A Bruxelles, leur jeu est de faire déterminer un cours, du blé par exemple, qui, tout en permettant aux petits producteurs, à faible productivité, de survivre avec difficulté leur permet à eux de réaliser d'énormes surprofits du fait de leur production de masse.

A l'inverse, les producteurs de lait, de viande et de vin, généralement de plus petits producteurs et en particulier toute la couche des paysans traditionnels pauvres, voient dans l'Europe verte la structure qui a précipité leur ruine. Leurs produits sont concurrencés par les productions extra-européennes qui, du fait des conditions de production différentes ailleurs, sont beaucoup moins chers que les leurs. Soit que les conditions de production soient plus modernes et plus intensives, c'est le cas du soja aux USA et au Brésil, soit que ces productions soient le fruit de l'exploitation néo-coloniale des peuples du Tiers-Monde, c'est le cas de la viande en

Argentine produite en faisant bon marché de la vie des «péones».

Compte-tenu de ces inégalités face au marché commun, vécues par les paysans, quelle a été la situation du marché commun en 76 ?

### CHÔMAGE...

En 1976, l'environnement général est marqué par la crise des économies européennes, touchées à divers degrés. Chômage croissant (4,9 millions de chômeurs dont deux millions de jeunes), inflation que les plans Barre ou autre n'ont pas jugulée, instabilité monétaire, dégradation de la balance commerciale malgré une récession de l'activité.

A cela, s'ajoute la sécheresse qui a entraîné une diminution de la production. Nous avons, à ce propos, analysé le fait que ce phénomène naturel avait été amplifié par l'organisation capitaliste de la production qui, par souci de rentabilisation à court terme, n'a pas prévu la lutte contre ce type de problème.

### INFLATION....

Outre les problèmes de chômage, il faut revenir sur les problèmes économiques de la CEE. L'inflation touche

inégalement les pays de l'Europe des neuf, de 3,8% en Allemagne à 14% au Royaume-Uni et 19,6% en Italie.

La crise se développe malgré les tentatives des différentes bourgeoisies au pouvoir de renforcer l'exploitation des travailleurs. De la grande-Bretagne à l'Italie, la collaboration gouvernement-syndicats ou la politique autoritaire du plan Barre ont eu pour effet de réduire les augmentations de salaire des travailleurs.

Les moyens de production agricoles dans ce concert général inflationniste ont suivi les mêmes tendances. Les prix des produits agricoles augmentaient eux de 20,9% pour les produits végétaux et de 12% pour les produits animaux.

Est-ce à dire que le revenu des paysans ait augmenté d'autant ? Non, car au cours de l'année 1976, les prix des aliments du bétail par exemple (d'autres produits nécessaires à la production auraient pu être choisis) ont connu une hausse très sensible. Les augmentations les plus fortes ont été constatées dans les pays aux monnaies dévaluées :

- Italie = 27,5%
- Royaume-Uni = 25,6%
- Irlande = 20,2%

### DÉSORDRES MONÉTAIRES....

L'instabilité monétaire résultant du flottement des monnaies a augmenté la difficulté à trouver une référence monétaire stable pour les échanges européens.

Les baisses importantes enregistrées par les monnaies flottant indépendamment par rapport au dollar américain, ont pour conséquence de faire augmenter le prix des moyens de production agricoles importés (la farine de soja, par exemple). Inversement, le renforcement des monnaies



L'agriculture capitaliste : grands domaines viticoles de l'Hérault

liées au dollar dans le serpent monétaire a renchéri les exportations communautaires.

La situation de faiblesse est caractérisée par l'instauration de cinq puis sept zones monétaires dans le marché commun, séparées par des montants compensatoires. Les montants compensatoires servent d'écluse monétaire entre pays dont le taux de change de la monnaie a varié par rapport à la référence établie par la CEE.

Ainsi, l'Allemagne avait au 31 octobre un taux de + 9,3% et le Royaume-Uni un taux de - 40,6%; entre ces extrêmes le Bénélux + 1,4%, l'Italie - 17%, la France - 14,9%, le Danemark 0%, l'Irlande - 25,4%.

Ces variations importantes ne reflètent pas toutes les différences monétaires entre les pays; ainsi le vin italien, malgré l'application des montants compensatoires, arrive en France en bénéficiant d'une partie de la décote de la lire italienne par rapport au franc français. Pourtant, il en coûtera 5

milliards de francs au budget 77 de la CEE pour alimenter le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA) qui verse les montants compensatoires.

### ET... LA SÉCHERESSE

La sécheresse de 1976 a provoqué la ruine de beaucoup de petits producteurs qui n'ont pas supporté la diminution de la récolte. Suivant les régions, les précipitations ont été inférieures de 40 à 60% à la normale; la croissance des cultures freinée, les pâturages brûlés ont eu des conséquences durables dans le temps. De plus, les animaux n'ont pu être alimentés normalement et nombre d'entre eux ont été abattus. Le «plan paille» mis en route pour soi-disant subvenir aux besoins des éleveurs en récupérant la paille des céréaliers, a en fait accentué la différence entre paysans pauvres et agriculteurs capitalistes (qui ont vendu la paille en en faisant un scandaleux trafic)

La diminution de la production agricole a affecté la production de maïs grain et de l'orge à un moindre degré, ce qui a accentué la dépendance vis-à-vis des pays producteurs de soja pour la nourriture du bétail.

Pour la pomme de terre qui s'est faite rare sur les marchés, les cours ont subi des hausses spéculatives dont les principaux bénéficiaires ont été les négociants.

Tel est aujourd'hui, rapidement brossé, le tableau de l'Europe verte. La dernière réunion offrait la particularité de voir s'expliquer trois ministres de gouvernements démissionnaires.

Aujourd'hui, le nouveau ministre Mehaignerie siège à Luxembourg pour obtenir la réduction des montants compensatoires monétaires, l'établissement de prix qui calmeraient la colère paysanne en cette année pré-électorale, et le règlement viti-vinicole qui, au lendemain de la manifestation rassemblant 6 000 viticulteurs à Sète, souligne que le problème du vin reste entier.

La sécheresse, dans les conditions de l'agriculture capitaliste, a décimé certains troupeaux, et ruiné de nombreux petits paysans



# La Commune au jour le jour

Par Paul SAGONNET

Mardi 25 avril 1871



Une trêve de 8 heures est décidée pour évacuer les habitants de Neuilly et relever les morts et blessés très nombreux.

Martial Senisse raconte : «Le matin, de bonne heure, les ambulances étaient massées aux Terres, attendant le début de la trêve pour envahir Neuilly... A neuf heures, les canons se sont tu à Neuilly, de la porte Maillot à Asnières, ce fut soudain le silence total. La foule des Parisiens a envahi Neuilly, admirant les vaillants artilleurs de la porte Maillot qui soufflaient un peu, accoudés à leurs pièces comme de vieux soldats. A Neuilly, les ruines sont affreuses à voir, avec les maisons éventrées, les rues incendiées, les chaussées ouvertes.»



«MISIEU, VOUS NE POURRIEZ PAS ME CÉDER UN PÉU DE PÉTROLE... PAPA QU'ÉTAIT GRIS A BU CELUI QU'ON AVAIT POUR METTRE LE FEU - CARICATURE D'INSPIRATION VERSAILLAISE PAR CHAM.»

Ainsi, les Versaillais se comportent vraiment en pays conquis. Ils bombardent. Et leurs obus souvent déclenchent des incendies. En effet, ils emploient des «bombes à pétrole», dont les généraux de l'Empire n'avaient pas voulu se servir contre les Prussiens. Et parallèlement Thiers et sa clique font courir le bruit du pétrole répandu par les Communards et commence à prendre corps le mythe des Pétroleuses, comme le montre la caricature ci-dessus.

Goncourt qui est un des plus féroces anti communards signale dans son «Journal» le nombre de foyers d'incendies provoqués par l'artillerie versaillaise.

# DANS NOTRE COURRIER

## QUAND LE PCF PREND LES CHOSES EN MAINS...

Dans sa campagne «Vérité et Espoir», le PCF organisait des réunions de quartier sur la misère et les problèmes des gens.

Dans une réunion à St Martin Boulogne, un voisin a exposé tout-à-fait au début de la réunion son cas : il est menacé d'expulsion, père d'une famille pauvre, son fils a été licencié, et lui fait partie des sans-cartes pour faire des vacances sur le port de Boulogne - sur - mer.

En tout, nous étions sept dont cinq membres du PCF. Bref, la réunion était animée par un disque rayé «Programme commun... le parti... programme commun... le parti... PCF... le parti...»

Sur le pouvoir d'achat des ménagères, les licenciements, la misère des familles populaires, surtout sur la cité qui est un exemple type, alors là, ce sont les explications sentimentales, humaines; à un certain moment, on se croyait non pas à une réunion politique mais à une réunion de curés.

Sur le «socialisme» sous l'Union de la Gauche, aucune explication concrète. Si,

que vis-à-vis des patrons, des capitalistes, il y a mille solutions, telle que leur donner un genre de retraite et ils resteront calmes.

- Il a fallu rappeler le cas d'expulsion du voisin - car il se faisait tard - pour qu'ils répondent : «Nous verrons juridiquement ce qu'on peut faire», «nous prenons les choses en main, tu peux compter sur nous».

Pour la proposition d'organiser physiquement, en mobilisant les voisins du quartier, la riposte à l'expulsion, ils ont répondu : «Nous organiserons une manifestation» en s'opposant à cette proposition. En effet, ces faux communistes ont pris les choses en main, car il n'y a même pas deux jours, l'expulsion s'est faite sans qu'aucun d'entre eux n'ait riposté. Ils se sont contentés de regarder par les fenêtres. Un voisin, en arrivant à midi, apprend la nouvelle et s'écrie : «Si j'étais là, je lui aurais cassé la gueule (à l'huissier)»

Boulogne / mer

## Communiqué

### «LES PRISONNIERS DISPARUS AU CHILI»

Week-end organisé par les MJC village et Mont-Mesly, avec Amnesty International, à Créteil sur : «Les prisonniers disparus au Chili»

- Vendredi 29 avril à 18 h 15 à 20 h 45 : MJC village  
Projection du film «La Spirale» - 1975 France.  
d'A. Mattelard, J. Meppiel, V. Mayoux, en présence d'un des réalisateurs.

- Samedi 30 avril de 14 h à 24 h MJC du Mont Mesly  
Animation information sur le Chili :

15 h : Chanteur Salinas  
15 h 30 : Montage audio visuel sur le Chili après le coup d'Etat  
16 h : Chanteur : «El Gitano Rodriguez Manduka»  
17 h : Chanteurs : «Le duo Amaranto»  
18 h : Troupe de danse et chants «Hector Pavez»  
20 h 30 : Film «Chili 73»

Information par Amnesty International sur la situation des prisonniers politiques au Chili.

Témoignage de la famille de René Alphonse Chanfreau et du Comité de Défense des Prisonniers politiques au Chili.

#### DÉBAT

22 h Chants et danses du Chili

Toute la journée, buffet chilien, crèche, stands d'artisanat.

Pendant toute la semaine, expositions sur le Chili de l'Unité populaire à la Résistance, dans les deux MJC.

## FÊTE DE REBELLES

CARTOUCHERIE DE VINCENNES  
30 AVRIL - 1<sup>er</sup> MAI

### LISTE DES COMITÉS D'ACTION ET DE LUTTE DES LYCÉES ET CET REPRÉSENTÉS AU FORUM ÉCOLE

Ce forum fera le point sur la situation nouvelle dans la jeunesse scolarisée, l'absence de mouvement cette année, et posera le problème d'aller plus loin dans le mouvement de la jeunesse scolarisée.

Le CES Guynemer à Nancy ; les CET de la sidérurgie de la région de Thionville ; le lycée Chopin de Nancy ; la Martin Monplaisir (Lyon) ; Charrial (Lyon) ; Sambat (Lyon) ; Colbert (Lyon) ; Récamier (Lyon) ; Tchecoslovaques (Lyon) ; Ampère Bourse (Lyon) ; Gramont et comité révolutionnaire d'information (Tours) ; Fourmies ; Comité de lutte d'un lycée de Roubaix ; Cousteaux ; Les deux comités de lutte des lycées Watteau et Wallon de Valenciennes ; Lycée et CET de Longwy ; Lycée et CET de Blois ; Lycées de Saumur ; Lycée et CET de Châlons sur Marne ; lycée d'Auxerre ; Comité de lutte, Lycée Nord de Marseille ; Lycée d'Alençon ; Balzac (Paris) ; Bessières, Lycée et CET (Paris) ; Lycée Mallarmé, CR de Gilles Tautin (Paris) ; deux CET du 17<sup>e</sup> (Paris) ; Lycée Paul Valéry (Paris) ; Lycée Berlioz (Paris) ; Lycée Voltaire (Paris) ; lycée C. Monet (Paris) ; lycée Bergson (Paris) ; Lycée CET Drancy ; Lycée de Montmorency ; lycée de Noisy le Sec ; lycée Dourdan ; lycée et CET de Chatenay ; lycée de Massy ; Lycée et CET Kremlin Bicêtre ; lycée de Chaumont ; lycée de Tonnerre ; lycée de Villefranche

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## 1<sup>er</sup> MAI 10 h PLACE DE LA RÉPUBLIQUE MANIFESTATION



• Contre la bourgeoisie en crise, tous unis dans la lutte !

• Ni Giscard, ni Marchais, ni Mitterrand !

### UNE SEULE SOLUTION : LA RÉVOLUTION SOCIALISTE !

A l'appel du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste des COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE DE L'HUMANITÉ ROUGE de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire de la Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France

## ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois) .....

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

82<sup>e</sup> épisode

Il y eut un moment de silence. Etienne flaira la gêne. Ses genoux se mirent à trembler. Il leva les yeux vers ceux de sa mère. Elle se raidit.

— Ce n'est pas la peine, Etienne. Ton père a été tué ; il est mort !

Etienne ne pensa pas à son père, mais à la mort. Dans ce cas-là, le problème était différent : il ne pouvait pas le résoudre en allant à Rencurel, ou autre part ; il ne pourrait le résoudre qu'en lui-même.

Etienne regarda sa mère et l'inconnue. Il sentit leur contrainte. Elles épiaient sa réaction. Elles attendaient qu'il pleure, au moins qu'il dise ou fasse quelque chose de dramatique, de remarquable. Rien ne venait. Etienne se sentait sec, il ne bougeait pas, il restait planté comme un piquet au milieu de la pièce.

Un avion le tira de sa torpeur. Son ronronnement submergeait le bruissement des mouches. Etienne alla vers le pas de la porte et chercha dans le ciel creux l'avion qui scintillait au soleil. Derrière lui, il entendit la voix de sa mère murmurer :

— Il est trop jeune. Il ne comprend pas.

Elle dit cela d'une manière telle qu'Etienne se demanda si elle cherchait à le blesser. Après tout, peut-être avait-elle raison : peut-être ne comprenait-il pas encore ? Soudain, il sentit les regards sur son dos ; il se retourna, il fut pris de panique devant ces gens qui attendaient quelque chose de lui, qui exigeaient quelque chose de lui. A reculons, il sortit de la salle et s'enfuit à toutes jambes hors de la pièce, loin d'eux. Il courut le long du chemin, jusqu'à leur maison brûlée, vide de lits, de plancher, découverte comme une boîte sans couvercle, dont sortaient des poutres calcinées.

Il s'assit dans l'embrasement d'une fenêtre et regarda le ciel marqué de rose. Cela voulait dire que, dans une demi-heure, il serait temps de dîner, si le dîner, ce soir, était à l'heure habituelle. « Mais aujourd'hui n'est pas habituel ; aujourd'hui, mon père est mort. »

Aujourd'hui ? Etienne s'aperçut qu'il ne savait même pas quand et comment son père avait été tué. Pour la mort de sa grand-mère, quelle différence ! Son père avait reçu un télégramme. Il les avait appelés, Emeline et lui, dans le salon, pour leur annoncer, d'une voix grave :

— Ma mère, votre grand-mère, est morte ce matin à dix heures. Elle a eu une crise cardiaque. Tout a été très rapide.

Etienne avait pleuré pendant des heures et des heures, dans le salon d'abord, puis dans sa chambre. Il ne savait pas exactement pourquoi il pleurait, car il connaissait mal sa grand-mère. Il aurait bien aimé pleurer, aujourd'hui, comme il avait pleuré quatre ans plus tôt.

Etienne entendit des pas : le grand Fernand rentrait chez lui. Les Allemands s'étant faits plus doux, il était sorti des bois depuis deux ou trois jours. Il ramenait des champs les deux vaches qui restaient aux Jouclar.

Ce soir, comme d'habitude, Fernand dit :

— Bonsoir ! Ça va ?  
— Non, ça va pas.  
— Quoi ? Qu'est-ce qui ne va pas ?  
— Mon père a été tué.

Etienne sentit le sang lui monter au visage. Il ne comprenait pas ce qui l'avait poussé à dire une chose pareille. L'orgueil ? La fierté de n'être plus comme les autres, de n'avoir plus de père ? Etienne devint rouge comme un coq.

Fernand se rapprocha d'Etienne :

— Je parie que c'est les Boches qui ont tué ton père !  
— Oui.  
— Je parie qu'ils l'ont fusillé !  
— Pourquoi ?  
— Parce que ton père était un de ces cochons du maquis !

Etienne sauta sur Fernand. Ensemble, ils roulèrent sur le chemin. Etienne essaya de mordre la main que Fernand avait posé sur sa bouche, mais l'autre était plus fort. Il s'assit sur la poitrine d'Etienne, écarta ses bras qu'il coinça sous ses genoux, et le gifla : une fois, deux fois, trois fois il gifla Etienne. Etienne devint fou de rage. Il pensa à toutes les tortures qu'il pourrait faire subir à son ennemi : il lui donnerait des coups de pied, il lui cracherait à la figure, il le tuerait ! Une fois de plus, Fernand le gifla ; puis, le tenant par les cheveux, son visage près de celui d'Etienne, il répéta :

— Parce que ton père était un de ces cochons du maquis. Et à cause d'eux, on a volé le bétail et brûlé les fermes.

(à suivre)

## UN FILM REALISE PAR DES TRAVAILLEURS DE L'IMRO SUR LEUR LUTTE

Caméra au poing, des travailleurs de l'IMRO ont filmé pendant dix mois l'occupation de leur entreprise.

Le 29 septembre 1975, les 125 ouvriers de cette plus importante imprimerie de Rouen recevaient leurs lettres de licenciement. La lutte dans l'occupation fut portée par une intense popularité au niveau national et européen. Le long combat des obstinés de l'IMRO pour exiger la réouverture de leur entreprise devait être jalonné d'expériences riches dans le domaine de la créativité. Un sang neuf dans l'initiative et la direction de la lutte animait les ouvriers. Être son maître, décider de sa vie, diriger son combat, des mots-clé qui signifiaient une tenacité exemplaire de vaincre.

Il fallut quatre heures de tournage collectif pour arriver à mieux saisir la vie de l'occupation de l'entreprise. Après un montage réalisé avec une aide technique de professionnels, le film nous en redonne quarante minutes. Mais l'image, dès le début de la projection, nous donne l'envie de clamer notre soutien à ces gars que l'on a abandonnés. Les images passent trop vite. On aimerait en savoir plus.

A l'IMRO, c'est la fête. Dans les actions, les manifestations, dans les ateliers et surtout sur les visages de tous les travailleurs qui parlent de leur première occupation, du premier collage, des nuits de garde. Un vent de liberté soufflait. Ce film fut monté et réalisé avant le coup de Ponia, du syndicat du livre de Rouen CGT, et la trahison de l'UL de Rouen et départementale CGT de Seine-Maritime. Mais nous percevons déjà les mots qui annoncent une rupture prochaine.

Un film à voir, à faire connaître, un film qui replaie le cinéma dans la portée politique qu'il peut avoir quand les travailleurs prennent le pouvoir de l'image. Les travailleurs de l'IMRO nous laissent un témoignage inoubliable, un témoignage d'hommes et de femmes ayant mené un dur combat pour arriver à une société plus juste. Ils ont posé une pierre. A nous, d'accélérer la construction.

Le film est en couleur, sonore, tourné en super 8 mm.

DES TRAVAILLEURS D'IMRO

ÉCRIRE POUR LA LOCATION À :  
IMRO en lutte  
Librairie «Rencontre»  
102 rue St Hilaire  
76 000 ROUEN



### LUNDI 25 AVRIL

#### TF 1

12 h 30 - Midi Première  
13 h 00 - TF 1 Actualités  
13 h 35 - La télévision régionale  
13 h 50 - Restez donc avec nous  
18 h 05 - A la bonne heure  
18 h 35 - Guép  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Lettres volées  
19 h 15 - Pétrus, Pétré et Pétré  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'avenir du futur : l'intelligence animale en l'an 2000 : «Le jour du dauphin»  
23 h 00 - Journal

#### A 2

13 h 35 - La télévision régionale  
13 h 50 - Ton amour, ma jeunesse  
14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2

18 h 45 - Flash d'information  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Flash information  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 55 - Justice, série d'émission proposée par J.D. Bredin et J. Lang  
22 h 50 - L'huile sur le feu : Le spiritisme  
23 h 30 - Journal

#### FR 3

18 h 45 - La chronique du mois  
19 h 05 - Sport 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre : Marie Cardinal  
19 h 55 - Journal  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Oasis, film franco-allemand d'Yves Allégret (1954)  
22 h 05 - Journal

## LES TRAVAILLEURS ET LES TRANSPORTS EN COMMUN

# ce temps qu'on nous vole

Par Pierre PUJOL et Nathalie DULLIN

*La moitié des Français ne fait pas un seul voyage par an, si l'on entend par voyage déplacement de plus de 100 km. 30 % des français ne font pas plus de deux voyages et 15 % pas plus de six voyages. 5 % font plus de six voyages par an et alors que 96 % des Français n'ont jamais pris l'avion, 0,5 % seulement l'utilisent régulièrement. Alors dans ces conditions, les voyages domicile-travail représentent, avec les sorties en famille, l'essentiel des déplacements des travailleurs. C'est aux transports de masse, imposés par l'organisation sociale capitaliste, que nous consacrons cette enquête, qui par l'ampleur du sujet, ne prétend pas être un aperçu complet des modes de transport, et des problèmes qui s'y posent.*

Entre 1960 et 1970, la longueur moyenne des trajets effectués par les usagers de la SNCF est passée de 14,2 km à près de 18 km ! Alors que le déséquilibre habitat-emploi n'a fait que se creuser, les transports en commun ont connu un déclin sans précédent : à Paris entre 1949 et 1972, le réseau de surface de la RATP (intra-muros) avait perdu 62 % de ses passagers (173 millions par an au lieu de 452 millions !) Alors que les autobus roulaient à 13,3 km/h en moyenne à l'heure pointe en 52, en 68 leur moyenne ne dépassait pas 9,8 km/h. Et malgré les quelques mesures que le constat de cette situation a entraînés (couloirs d'autobus), leur vitesse moyenne ne dépasse pas aujourd'hui les 9,9 km/h à Paris et 14, 1 en banlieue ! (rapport du Conseil Economique et social, Juin 76)

Pendant que le coût du titre de transport SNCF a augmenté de 60 % depuis 1970, l'indemnité transport (Région Parisienne) est restée à 23 F, et elle est toujours quasi inexistante en province ! Le confort même des véhicules de transport en commun, s'il a souvent dépassé l'ancienne vétusté, laisse toujours beaucoup à désirer (voitures disposant de peu de places assises, aux coups de freins trop brutaux), sous l'effet de la course à la rentabilité. Enfin ce réseau de transports en commun est un peu comme cet arbre dont on élaguerait les branches les plus frêles en prétextant que cela lui donnera plus de vigueur et ensuite les plus frêles des plus grosses et ainsi de suite ! De la sorte, 42 villes

de plus de 10 000 habitants n'ont plus de gare, de 1960 à 1976, 4 738 km de lignes ont été fermées au trafic voyageurs et 3 277 km au trafic marchandises.

Alors que le réseau de chemin de fer comptait 60 000 km de lignes ouvertes en 1925, il n'est plus en 77 que de 28 000 km dont 18 000 ouvertes au trafic voyageurs. Il ne reste plus qu'un sixième du réseau breton et il n'y a plus un seul train de voyageurs en Ardèche. Une fois fermée, une ligne est remplacée par un service routier, qui du fait de son inconfort et de son irrégularité perd en moins de trois mois... la moitié des voyageurs ! Et la voiture a gagné du terrain, servant à débarrasser les pouvoirs publics de la charge d'organiser les transports encombrants...

### L'AUTOMOBILE PARFOIS UN OUTIL PRATIQUE TOUJOURS UNE PERTE COLLECTIVE ENORME

Sous l'effet de cette dégradation systématique par le capitalisme des transports collectifs, de l'inexistence de liaisons «transversales» alors qu'une urbanisation anarchique se développait très vite l'automobile individuelle a gagné du terrain. Alors qu'au départ, elle était la propriété d'une minorité de privilégiés et qu'il y avait 6,8 millions de voitures sur des routes encore dégagées, elle devient rapidement un moyen de plus en plus largement utilisé : 10 090 000 en 64, 15 020 000 en 72 et 17 390 000 voitures

en 1974. Pourtant la voiture a contribué sans nul doute à aggraver l'écart entre classes et a été jusqu'à désavantager une partie de la classe ouvrière par rapport à une autre. 18 millions d'automobiles, cela représente un peu plus d'une voiture pour deux familles !

L'automobile ne représente que 38 % des migrations domicile-travail quotidiennes en région parisienne et que 50 % pour tous déplacements !

Dans les campagnes, là-même où aucun transport en commun n'existe, de nombreux petits paysans n'ont pas de voiture. Malgré son confort, sa vitesse, et le matraquage publicitaire dont elle fait toujours l'objet, la voiture est loin d'être le «véhicule toutes classes» qu'on voulait nous peindre. Enfin et surtout, l'automobile représente une perte collective énorme !

Avec ses 25 mètres carrés nécessaires par voiture, les équipements nécessaires (parkings, autoroutes), elle transforme la ville conçue pour l'homme, en un garage impossible, bruyant, pollué et saturé.

«Pour remplacer le simple RER, il faudra une autoroute de 56 voies» explique Jean Claude Delarue, président de la Fédération des Usagers des Transports. Alors que le train de banlieue et le RER transportent 50 000 voyageurs par heure et par jour, le métro 30 000, le tramway 4 à 15 000, l'autobus 3 500, l'automobile ne transporte que 1 800 personnes par file d'autoroute et 750 en circulation



Trajets longs et épuisants. Ce temps qu'on nous vole est pris sur notre sommeil, notre vie, nos loisirs.

urbaine pour une moyenne de 1, 2 passagers !

raisons à revoir eux aussi le rôle de la voiture.

### L'HEURE DES BILANS

La bourgeoisie dépeignait la voiture sous les couleurs enchanteuses de la «libération», de la «maîtrise de l'espace». C'était la «société de consommation». Mais aujourd'hui le temps du bilan est arrivé. Pour les travailleurs, la voiture a été un moyen de paupérisation de plus (hausse du carburant, des réparations, des taxes et du véhicule). Plus chère, cette voiture est de plus en plus impuissante à résoudre les problèmes de transports et elle roule au pas de charrue dans les villes. Elle va aider les patrons à présenter la distance domicile-travail, comme un problème annexe, pour développer la mobilité de l'emploi nécessaire à leurs projets.

Pour la bourgeoisie, la voiture paralyse les centres commerciaux des villes, ralentissant la marche des affaires et élevant les coûts de fonctionnement. Malgré les profits et le moteur économique que représente l'industrie automobile, les capitalistes dans leur ensemble sont appelés pour ces

### LA FAILLITE DE CETTE SOCIÉTÉ

Mineurs du Nord, ouvriers du textile, paysans d'Ardèche, ouvriers de la métallurgie passant près de 4 heures par jour en autobus, habitants des villes, déportés loin du centre, courant sans cesse et de plus en plus entassés, les travailleurs de France qui prendront la parole au long de notre enquête, font aujourd'hui le bilan de la faillite du capitalisme en matière de transports. Et cela, qu'ils vivent

dans une municipalité de droite comme de gauche.

A leurs côtés, dans les mouvements d'usagers (pour l'essentiel issus de la petite bourgeoisie urbaine) de nombreux militants commencent à douter de la capacité même de cette société, où le profit est loi, à résoudre un problème qui résulte de nombreux aspects de la politique capitaliste : en matière d'aménagement du territoire, de salaires, de logement, d'emploi, de recherche. Un problème qui, de ce fait, prend la dimension d'une grande «question de société» qui juge l'impuissance et la faillite de ce système.

## La journée à rallonge de Denise, mère de famille et agent hospitalier

«J'habite à Beaumont-sur-Oise dans la grande banlieue Nord de Paris avec mon mari et mes trois enfants. Dès que nos enfants ont pu aller en classe, j'ai cherché du travail pour améliorer l'ordinaire et payer les traites de l'appartement. Embauchée à l'hôpital, on ne m'a proposé qu'un poste d'agent hospitalier... dans un hôpital de Villejuif, en me promettant un rapprochement de domicile dès que possible. Cela fait cinq longues années que cette situation dure, on refuse ma mutation à chaque demande. J'ai essayé de me faire embaucher à l'hôpital d'Amiens, vingt kilomètres de chez moi. Quand le chef du personnel a appris que je viendrais en train, il m'a expliqué qu'il ne pouvait pas me prendre : «un agent qui utilise le train n'est pas un agent sur lequel on puisse compter ! Mettez-vous à ma place, vous êtes à la merci de la moindre grève». «Et si je viens en voiture ?» «Cela ne m'intéresse pas non plus votre voiture peut tomber en panne. Je préfère des agents qui ont moins de trajets». J'ai eu beau lui expliquer ma situation actuelle qui me met à la merci de retards de trains et de bus et qui m'use la santé en transports, il n'a pas changé d'avis.

C'est ainsi que tous les matins, je me lève vers 4 heures et demi, pour prendre un train à cinq heures trente, qui m'amène à la gare du nord à 6 heures vingt. Il faut ensuite monter dans un bus qui traverse Paris au petit matin pour me conduire près de l'hôpital où je commence à sept heures, après encore 10 minutes de marche à pied. Une heure dix de trajet environ, matin et soir. Le soir, après la sortie de quinze heures trente, l'autobus va moins vite pour retraverser Paris. Il n'y a pas de trains rapides pour les travailleurs qui commencent tôt. Cela fait 12 heures que je suis debout, malgré tout le ménage que j'ai fait pendant huit heures à l'hôpital, il faut repartir pour une nouvelle journée, courses, ménage et sourire à toute la famille qui m'attend avec impatience pour l'aider dans ses problèmes».

## Avez-vous déjà essayé d'aller de Lamballe à Redon ?

Avez-vous déjà essayé d'aller de Lamballe à Redon ou de Morlaix à Lorient ?

Les lignes secondaires qui permettaient de traverser la Bretagne sans passer par Rennes ont été supprimées, les lignes transversales qui permettraient d'aller d'une région à l'autre sont inexistantes. Avez-vous essayé d'aller de St Brieuc à Lyon, Nice ou Bordeaux sans passer par Paris ?

Mais changer de train ne serait encore rien si les correspondances existaient et c'est rarement le cas.

Bien des Bretons peuvent vous raconter ces expéditions à l'autre bout du monde c'est-à-dire à Bordeaux, Toulouse, ou Lyon, qui ont pris plus de 24 h., où l'on passe une partie de la nuit dans une salle d'attente aussi froide qu'inconfortable.

Les transports en Bretagne c'est aussi les ramassages

scolaires et le spectacle de ces enfants qu'on voit sur le bord de la route, hiver comme été, attendre pendant parfois plusieurs dizaines de minutes, un car de ramassage qui, brinqueballant, d'ennui de service en «ennui de service», doit les conduire à la seule école encore ouverte, à plusieurs dizaines de kilomètres de là. Un car auquel les parents confient leurs enfants, en espérant qu'il n'aura pas d'accident comme tant d'autres.

Si certaines familles arrivent à s'organiser entre elles pour conduire les enfants du voisinage à tour de rôle, réduisant ainsi considérablement la durée du trajet et l'inconfort, il faut pour cela une voiture, du temps et des horaires qui «collent».

Un lecteur Breton.